

***l'Anti*capitaliste**

n°533 | 3 septembre 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

SANTÉ PUBLIQUE EN DANGER, CASSE SOCIALE, RÉPRESSION...



**IMPOSER NOS URGENCES
SANITAIRES, ÉCONOMIQUES
ET ANTIRACISTES**

Dossier

**12^e UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ DU NPA**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Des valeurs toujours
plus rances
Page 2

PREMIER PLAN

Covid-19: le gouvernement
a toujours un temps de retard
sur le virus Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Liban: le système politique
néolibéral et confessionnel
en question Page 5

SOUSCRIPTION 2020

Contre le retour à l'anormal,
soutenez le NPA!
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Des valeurs toujours plus rances

Ainsi donc, en France, en 2020, un «journal» a cru bon de mettre en scène une députée noire sous les traits d'une esclave. Si les guillemets s'imposent, tant *Valeurs actuelles* n'est en réalité rien d'autre qu'un torchon d'extrême droite, force est toutefois de constater que le torchon en question a pignon sur rue et que nombre de ses «éditorialistes» et «journalistes» ont leur rond de serviette sur les plateaux des chaînes d'information en continu. Difficile en outre d'oublier le nombre de responsables politiques qui ont accordé des interviews à *Valeurs actuelles* au cours des dernières années, de Marlène Schiappa à Emmanuel Macron en passant par Christian Jacob, Henri Guaino, Gilles Le Gendre ou... Alexis Corbière. Les condamnations quasi unanimes de l'agression raciste de *Valeurs actuelles* contre Danièle Obono ne doivent pas nous faire oublier cette vérité simple : l'hebdomadaire d'extrême droite, qui n'en est pas à son coup d'essai, a bénéficié d'une immense mansuétude politico-médiatique, dans un processus de normalisation/légitimation qui n'est pas sans rappeler celui qui accompagne le Rassemblement national. Et *Valeurs actuelles* n'est pas une exception : si CNews a achevé sa mue en média d'extrême droite avec l'embauche d'Éric Zemmour et l'omniprésence de chroniqueurs venus des bas-fonds de la droite radicale, les autres chaînes d'information, ainsi que les radios, accueillent quotidiennement, au nom du «pluralisme», des représentants de ces divers courants de «pensée», devenus des prescripteurs d'opinion légitimes. Des réacs, des racistes, des fachos qui répètent à longueur d'interviews et d'interventions «[qu']on ne peut plus rien dire», mais qui ont des heures d'antenne pour le dire, repoussant chaque jour un peu plus loin les limites de l'ignominie et se félicitant, parfois bruyamment, de voir leurs «thèmes» et leurs «thèses» reprises par des éditorialistes et des responsables politiques dits «républicains», dont les larmes de crocodile de ces derniers jours ne font guère illusion. Ainsi en va-t-il de la thématique de «l'ensauvagement», désormais portée par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, ou de celle de la «menace séparatiste» agitée par Macron. Et demain, le «grand remplacement»? Aucun doute : en cette rentrée, la vigilance antiraciste est de mise, et nous ne nous tromperons pas d'alliés dans ce combat, indissociable de toutes les luttes pour défendre les intérêts de notre camp social.

BIEN DIT

Bonjour Pia, j'ai lu ton histoire dans les journaux, et tu as l'air d'être une dure à cuire. Je suis un artiste du Royaume-Uni et j'ai travaillé sur la crise des migrants.

Je ne peux évidemment pas garder l'argent. Peux-tu l'utiliser pour acheter un nouveau bateau, ou quelque chose du genre? Tiens-moi au courant.

Lettre de l'artiste BANKSY à la capitaine de navire Pia Klemp, début du processus qui a abouti au lancement du *Louise-Michel*, qui vient au secours des migrantEs en Méditerranée.

À la Une

SANTÉ PUBLIQUE EN DANGER, CASSE SOCIALE, RÉPRESSION...

Imposer nos urgences sanitaires, économiques et antiracistes

Depuis le déconfinement le 11 mai, le Covid-19 n'a pas cessé de circuler en France, comme dans le reste du monde. L'été s'est passé sous le signe de l'incitation permanente à «vivre», c'est-à-dire, pour ceux qui prétendent nous gouverner, consommer, pour «relancer l'économie». Mais ni le remaniement gouvernemental ni les centaines de milliards injectés aux entreprises n'empêchent de se trouver début septembre devant la vérité sans fard.

Le gouvernement soumis aux injonctions du Medef, dont le président a dicté la feuille de route du plan de relance, prétend organiser une «reprise presque normale» à coups de menaces contre l'irresponsabilité de la population. Alors pour nous protéger contre l'irresponsabilité de celles et ceux qui ont les yeux scotchés sur les indicateurs du CAC 40 et l'évolution du PIB, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. D'abord pour définir nos urgences et pour nous donner les moyens de les imposer.

Urgence sanitaire

Pour organiser une rentrée «presque normale», c'est-à-dire les enfants à l'école, les parents au boulot, les privéEs d'emploi contraints d'accepter ce qu'on leur propose, la seule mesure de prise en compte de la pandémie, dont l'activité risque de flamber de nouveau, c'est d'imposer les masques à peu près partout en brandissant la double menace des amendes et de la possibilité de confinements partiels. C'est-à-dire en faisant retomber la responsabilité intégrale sur chaque personne individuellement. Si le masque est obligatoire, le masque doit être gratuit et adapté aux besoins des activités sociales. La gratuité, ce n'est pas seulement que les entreprises ou les employeurs publics équiper leurs salariéEs. Car nous sommes toutes et tous également des usagerEs. La gratuité des masques c'est donc aussi en dehors des lieux de travail. La gratuité des masques, c'est aussi l'interdiction aux entreprises de répercuter le coût des protocoles sanitaires plus ou moins efficaces, voire effectifs, par l'augmentation des prix. La protection sanitaire doit être un droit et pas un



DR

coût pour la population qui subit la pandémie. Le NPA développe son analyse mais propose également aux organisations réunies dans le collectif auteur du «plan pour une sortie de crise», ainsi qu'aux organisations politiques qui partagent l'idée que ce n'est pas aux salariéEs ni à la population de payer la crise sanitaire, de se réunir pour discuter d'une campagne commune; il s'agit aussi de discuter des moyens à mettre en œuvre pour imposer la gratuité, y compris sans attendre l'action gouvernementale, c'est-à-dire des moyens comme l'organisation de réseaux de fabrication, la réquisition et la distribution de stocks disponibles, le contrôle des prix des produits et services...

Urgence économique

La gratuité du masque est une mesure parmi d'autres pour assurer la sécurité sanitaire. Une autre mesure c'est assurer le respect de la distance physique. Et assurer la distance physique, ce n'est pas inciter chacunE à s'isoler, se

méfier et traquer chez l'autre le danger potentiel, mais créer par les services publics les conditions sociales pour assurer collectivement le risque qui pèse sur chaque individu. Ce qui passe notamment par des embauches massives de personnels dans tous les services publics (santé, éducation, transports collectifs, production et distribution de l'énergie...). Alors que le gouvernement déverse des milliards pour aider des entreprises prétextuellement en difficulté et pour payer du chômage partiel et des licenciements, il faut interdire les licenciements c'est former et embaucher dans les services publics les salariéEs que leurs employeurs veulent mettre au chômage. C'est imposer la diminution du temps de travail pour partager le travail entre toutes et tous. Cela passe par la discussion sur les productions de biens et de services qui sont utiles à la population et celles qui ne servent qu'à produire des profits et mettent en danger la santé de la planète et des être humains.

Urgence antiraciste

Assurer notre protection sanitaire et économique, c'est aussi combattre toutes les inégalités qui se maintiennent par des rapports d'oppressions. Inégalités et oppression de genre aux dépens des femmes, inégalités et oppressions contre les populations héritières de l'immigration. Les mobilisations des migrantEs, mais aussi de la jeunesse contre le racisme et les violences policières, mettent en évidence le racisme d'État. Face à la crise sanitaire et la crise économique, ce sont les plus fragiles qui paient le prix le plus fort. Les premierEs touchéEs par la pandémie sont les habitantEs des quartiers populaires, les premierEs licenciéEs sont les salariéEs en contrats précaires, à temps partiel, voire non déclarés. La répression, qui tape d'abord dans les milieux populaires et sur celles et ceux qui relèvent la tête, s'accompagne de discours qui divisent et accusent, avec entre autres la reprise par Darmanin et Cie du terme d'extrême droite «ensauvagement». Cela renforce de fait la libération de l'expression décomplexée de tous les racismes. La meilleure réponse aux attaques ignobles de journaux d'extrême droite comme *Valeurs actuelles* ou le déferlement de la haine sur les réseaux sociaux pouvant aller jusqu'à des menaces de mort contre un militant par un responsable lepéniste du RN, c'est le développement et l'alliance des différentes luttes : être présents le 12 septembre avec les Gilets Jaunes, réussir le 17 septembre comme premier rendez-vous de grève contre la politique du gouvernement Macron-Castex et être massivement dans la rue le 17 octobre avec les migrantEs pour la régularisation des sans-papiers, et la liberté de circulation alors que chaque jour des centaines de femmes et d'hommes mettent leur vie en jeu en Méditerranée ou dans la Manche.

Cathy Billard

COVID-19

Le gouvernement a toujours un temps de retard sur le virus

Pour cause d'austérité et d'impréparation, enfermé dans ses mensonges sur l'inutilité des masques et des tests, le gouvernement a dû imposer un confinement général pour casser la première vague de Covid-19. Nous l'avons payé au prix fort, avec plus de 30 000 morts, le développement des violences conjugales, des troubles psycho-affectifs, des inégalités sociales, notamment face à l'école, sans parler de la crise économique.

Le virus n'est pas moins dangereux

Depuis la fin du confinement, toujours avec un temps de retard, les mesures gouvernementales courent après la remontée du virus, qui est en «croissance exponentielle» selon Santé publique France. 17 départements sont en situation de vulnérabilité élevée. Cette recrudescence ne s'accompagne pas de celle des décès, mais le virus n'en

est pas moins dangereux. Il se développe aujourd'hui dans une tranche d'âge où les complications sont moins fréquentes, et les plus fragiles sont plus masqués, et c'est très bien. Tout cela risque de n'avoir qu'un temps, comme l'attestent les neuf décès dans l'EHPAD les Sablons, ou le début de remontée des hospitalisations en réanimation. Les tranches d'âge ne sont pas étanches. D'autant qu'avant même l'apparition

des épidémies automnales, le système de tests est saturé, les résultats rendus parfois avec trois jours de retard. Comment alors organiser quatorzaine et traçage? Quant aux tests salivaires, aux résultats en moins d'une heure, souvent les seuls possibles chez les enfants et ceux, nombreux, qui refusent les tests par écouvillonnage, il ne sont toujours pas homologués.

«L'école n'est pas prête»

Tout l'été, la télévision a montré des jeunes ne respectant pas les mesures barrières. Pourtant, selon Santé publique France, c'est en milieu professionnel que la hausse a été la plus forte. Elle représentait 20% des clusters en mai, mais plus de 43% début août. Il aura pourtant fallu attendre le 1^{er} septembre pour que le masque s'impose en entreprise. Patron maître chez lui! La rentrée des classes se fait avec un protocole hyper allégé, où finalement le masque est la seule obligation à partir du collège. Tout le reste est facultatif, à l'appréciation de la hiérarchie, et surtout des contraintes des classes surchargées, des personnels et des locaux insuffisants. Dans une tribune au *Parisien*, un collectif de médecins semble donner raison aux revendications syndicales sur la gratuité des masques, les embauches massives pour dédoubler les classes, faire raccrocher les élèves en difficulté,

Un monde à changer

CONTRE LES ORDURES DE VALEURS ACTUELLES ET TOUS LEURS COMPLICES, SOLIDARITÉ AVEC DANIELÈ OBONO! Le torchon *Valeurs actuelles* a encore frappé. Dans son édition datée du 27 août, l'hebdomadaire d'extrême droite a cru bon de rédiger une «fiction» mettant en scène Danièle Obono, réduite en esclavage – par des «Arabes», forcément –, illustrations racistes à l'appui. L'indignation s'est rapidement, et légitimement, emparée des réseaux sociaux. Nous tenons à exprimer toute notre solidarité avec notre camarade Danièle Obono, et tout notre mépris, pour ne pas dire notre dégoût, face aux immondices publiées par *Valeurs actuelles*. Ce n'est pas la première fois que Danièle est ciblée par les réactionnaires et les racistes, et le moins que l'on puisse dire est que nombreux sont ceux qui ont pavé la voie à *Valeurs actuelles*, responsables politiques, éditorialistes, qui ne supportent pas qu'une femme noire occupe un espace politique et médiatique pour y défendre ses convictions.

Ce n'est pas non plus la première fois que le torchon *Valeurs actuelles* a recours à l'outrance raciste. On se souviendra ainsi, par exemple, que l'hebdomadaire a été condamné en 2015 pour «*incitation à la haine*» suite à un dossier intitulé «*Roms, l'overdose*». Ce qui n'empêche pas nombre de «grands médias», au premier rang desquels les chaînes d'info en continu, d'inviter régulièrement des «*éditorialistes*» de *Valeurs actuelles* pour commenter l'actualité, contribuant à légitimer et normaliser les positions réactionnaires et racistes de l'hebdomadaire. Et ce qui n'a pas empêché Emmanuel Macron d'accorder une interview à ce torchon en octobre dernier, affirmant qu'il s'agissait d'un «*très bon journal*». Contre les ordures de *Valeurs actuelles*, contre leurs soutiens et leurs complices, contre tous ceux qui contribuent à banaliser et à normaliser le racisme le plus crasse et feignent aujourd'hui de s'indigner : soutien à toi Danièle!

PLFSS 2021 « Maîtriser les dépenses pour garantir la pérennité du système de santé »

L'objectif des projets de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) instaurés par Juppé en 1995 était d'instaurer des mesures d'économies et de saper ainsi le principe fondamental de la Sécu «*chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins*». Malgré la pandémie, le budget de la Sécu en 2021 devra subir comme ses prédécesseurs des coupes budgétaires.

Le rapport «charges et produits pour 2021» établi par la direction de la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) prépare comme chaque année le projet de loi de financement (PLFSS) qui sera soumis au parlement à l'automne. L'objectif fixé est clairement indiqué : il s'agit «*de construire des propositions de régulation et/ou de gestion du risque*» autrement dit de chercher comment réduire une fois de plus les dépenses consacrées à la maladie. Le rapport indique que «*l'exercice est cette année particulièrement délicat et appelle à l'humilité et à la mesure [...] puisqu'il s'agit d'analyser un événement (la crise sanitaire) qui probablement s'inscrira dans la durée*». Néanmoins «*les mesures de maîtrise de dépenses s'inscrivent dans la continuité des travaux que porte de longue date l'Assurance maladie*».

Du fléau de la pandémie à celui de l'austérité

En 2019 et 2020, deux milliards d'euros d'économies par an ont été programmés dans le cadre des PLFSS. La CNAM prétend «*tenir*



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

compte du contexte» et envisage une progression de l'objectif national de dépense d'assurance maladie de 2021 (l'ONDAM) «*sensiblement plus élevée que lors des années précédentes*», en réalisant «*seulement*» plus d'un milliard d'économies. Elle ne précise par que cette augmentation (très insuffisante) du budget a été imposée dans le cadre du Ségur de la santé après par la lutte des hospitaliers et elle prétend à nouveau «*maîtriser les dépenses pour garantir*

la pérennité du système de santé» (sic!) en réalisant des économies sur «*les produits de santé, les actes et prescriptions, les prises en charge de la chirurgie et en menant des actions de lutte contre les fraudes et les abus*». Il ne s'agit évidemment pas de contrôler les laboratoires pharmaceutiques et de rogner leurs gigantesques profits, le rapport prend bien soin de préciser que «*ces mesures n'incluent pas les actions sur les prix des produits de santé*

liées aux négociations conduites dans le cadre du comité économique des produits de santé».

De la « sous-revalorisation » des pensions au démantèlement de la Sécu ?

Interrogé fin juillet par le journal *Capital* sur le budget des retraites prévu dans le cadre du PLFSS pour 2021, Cyrille Isaac-Sibille, le parlementaire du Modem nommé rapporteur de la partie du PLFSS consacrée aux retraites, prétend «*[qu']il risque d'être difficile de revaloriser toutes les pensions au même niveau*». Il dit «*ne pas connaître encore les chiffres*», mais affirme qu'«*il est fondamental d'aller chercher des économies*». Les réponses sont apparemment très confuses, mélangent le social et la Sécu et établissent un lien entre les retraites et la dépendance, alors que ce nouveau risque devrait logiquement être rattaché à la branche maladie de la Sécu. Mais cet amalgame n'est-il pas volontaire et ne marque-t-il pas la volonté du gouvernement de transformer la Sécurité sociale en un système limité aux aides sociales, réservé aux plus pauvres ? Chacun devrait se protéger ensuite contre les divers risques en souscrivant des contrats d'assurance privés, il ne resterait qu'un «*filet de sécurité*» financé par l'impôt pour les plus pauvres. Le rêve du patronat!

S. Bernard



PHOTOTHÈQUE ROUGE

abandonner la réforme des lycées qui met fin aux «*groupes classes*» et favorise le brassage scolaire : «*À quelques jours de la rentrée, l'école n'est pas prête : port du masque, aération des espaces, enseignement à distance, allègement des effectifs des classes,*

rien de tout cela ne sera mis en place le 1^{er} septembre». Ils proposent de «*distribuer les masques dès 6 ans, comme la Suisse, la Grèce et l'Italie*». Dans les zones de forte circulation virale, ils souhaitent «*un allègement des classes en alternant présentiel et*

enseignement à distance, une limitation des contacts entre les classes, un échelonnement des récréations et de la cantine». Leurs propositions «*s'inspirent de l'Italie et du Portugal qui ont organisé des classes de petits groupes d'élèves en réquisitionnant des locaux et en recrutant des enseignants, du Danemark qui a limité le nombre d'élèves à 12 par classe*».

Exigences sanitaires et démocratie

Avec le Ségur de la santé, les personnels ont été augmentés. Mais quasiment aucun poste n'a été créé. Les respirateurs sont passés de 7000 à 12000, mais les personnels médicaux sont fatigués, souvent démotivés. Seront-ils en nombre suffisant pour les mettre en œuvre ? Pas d'espoir de vaccin avant 2021, et pas de nouveau traitement anti-viral efficace. Ce qui s'est surtout amélioré, ce sont les techniques de réanimation, l'usage rapide d'oxygène

à fort débit, les anticoagulants systémiques face aux risques vasculaires et les corticoïdes à très fortes doses au moment de l'orage inflammatoire. De quoi faire baisser la mortalité en réanimation, qui pouvait atteindre jusqu'à 40%.

Les masques, les mesures barrières sont indispensables. Nous sommes sommés d'obéir... ou de payer une amende. Mais jamais l'idée ne viendrait au gouvernement de donner un rôle, un pouvoir, aux associations, aux syndicats pour faire de la prévention adaptée en direction de leur milieu. Toujours la même conception autoritaire et policière de la société, qui nourrit la propagande des antimasques et les thèses complottistes. Exigences sanitaires et démocratie, auto-organisation, pouvoir des salariés dans les entreprises, pouvoir sur nos vies doivent se conjuguer pour être réellement efficaces.

Frank Prouhet

Le chiffre

200 milliards

C'est, en dollars, le montant désormais estimé de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon, qui a vu son capital considérablement augmenter à la faveur du coronavirus. Alors que ce chiffre était annoncé, plus d'une centaine de salariéEs d'Amazon ont manifesté devant le domicile du patron pour réclamer des augmentations de salaire. Ils et elles ont eu la bonne idée, à cette occasion, de construire et d'installer une guillotine.



Agenda

Samedi 5 septembre, rassemblement en soutien à Danièle Obono, contre le racisme décomplexé de Valeurs actuelles, Paris. À 14h devant le siège de *Valeurs actuelles*, 24 rue Georges-Bizet, 75116 Paris, métro George V.

Samedi 12 septembre, journée de mobilisation nationale des Gilets jaunes.

Jeudi 17 septembre, journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle.

19 septembre-17 octobre, marche nationale des sans-papiers.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Il faut revenir à la notion de prise de responsabilité individuelle. On ne paie pas des préservatifs à tout le monde, alors que le sida tue lui aussi! Ce n'est pas à l'État de prendre en charge cette dépense, d'autant plus que la situation est amenée à durer.

JEAN CASTEX, mercredi 26 août, à propos de la gratuité des masques.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MALI Un coup d'État et des inquiétudes

La prise du pouvoir par les militaires ouvre une nouvelle page dans un pays qui connaît une crise sans précédent. La situation continue de se détériorer gravement. Le taux de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté atteint 41,1% en 2019 et pourrait augmenter encore de 800 000 personnes en 2020.

Le déroulement du coup d'État prouve qu'il a été soigneusement préparé. Le 18 août les mutins s'emparent simultanément des casernes de Kati et de N'Tominkorobougou, des troupes sont envoyées pour procéder aux arrestations des personnages clefs du régime, le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta (désigné par l'acronyme IBK), son Premier ministre Boubou Cissé ainsi que le ministre des Affaires étrangères Tiébilé Dramé, celui des Finances Abdoulaye Daffé, et le général Ibrahim Dahirou Dembelé, ministre de la Défense.

Sur fond de mobilisation populaire

Aussitôt, les auteurs du coup d'État proclament la création d'un Comité national pour le salut du peuple (CNSP) et s'arrangent pour que Keïta lui-même annonce sa démission, celle de son gouvernement et la dissolution de l'Assemblée nationale, permettant ainsi de garder un vernis constitutionnel, même si cela ne trompe personne.

Pour paraphraser une publicité d'une multinationale de l'high-tech : les populations en ont rêvé, les putschistes l'ont réalisé, sauf que dans ce cas, les populations n'ont pas fait que rêver, elles se sont massivement mobilisées contre le régime en place avec des manifestations massives.

Le déclencheur de cette mobilisation qui a commencé début juin a été la décision du Conseil constitutionnel de modifier le résultat des élections législatives d'une trentaine de circonscriptions en faveur des candidats du pouvoir.

Le taux d'abstention à l'élection présidentielle en 2018 pour le premier tour était de 57% et pour le second tour de plus de 65%. Cette abstention s'est maintenue lors des dernières élections législatives démontrant le désintérêt de la population pour une classe politique largement discréditée.

Substitutisme

En Afrique les coups d'État se suivent mais ne se ressemblent pas. Il y a des coups d'État qui mettent fin à des expériences démocratiques comme ce fut le cas en 2008 en Mauritanie où le général Mohamed Ould Abdel Aziz a pris le pouvoir pour terminer aux arrêts pour détournement de fonds, ou celui de Blaise Compaoré pour mettre fin à l'expérience de Sankara. Il y a d'autres coups d'État qui mettent à bas des dictatures ou des régimes honnis qui restent en place par la répression. Le Mali en est un exemple. La fin de la dictature de Moussa Traoré en 1991 est la combinaison de mouvements de masse et d'un coup d'État militaire. Le coup d'État d'Amadou Haya Sanogo en 2012 a mis fin au régime corrompu d'Amadou Toumani Touré. Ce type de coup d'État est toujours ambivalent puisque d'un côté il débarrasse le pays de dirigeants corrompus mais de l'autre il se substitue aux populations, à leur organisation, les dépossédant de leur victoire, et peut conduire à de graves dérives.

Les militaires ont pris une position décisive

Du point de vue de la mobilisation populaire la situation reste complexe. Le leadership de la contestation reste entre les mains d'un leader religieux particulièrement rétrograde et démagogue, l'imam Mahmoud Dicko. Il a accompagné l'ancien dictateur Moussa Traoré, lutté contre le changement du Code de la famille donnant plus de droits aux femmes et propulsé IBK au pouvoir lors de la première élection présidentielle.

Dans le M5-RFP, l'organisation de l'imam Dicko, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS) a un poids très important et les politiciens comme Choguel Maiga, Mountaga Tall ou Modibo Sidibé qui ont participé peu ou prou à tous les pouvoirs ne sont pas de taille à faire contrepoids. Désormais les militaires ont pris une position décisive dans l'échiquier politique malien.

Entre ces deux pôles, l'imam Dicko et les putschistes, il sera difficile pour les partis politiques progressistes et les organisations militantes de la société civile de faire entendre leur voix quand des choix politiques et économiques de fond devront être pris.

Paul Martial

Version longue sur <https://www.contretemps.eu/putsch-mali-avenir/>

ÉTATS-UNIS Trump et Biden luttent pour la présidence sur fond de crises multiples

Les Démocrates et les Républicains viennent de terminer leurs conventions nationales virtuelles et nous ne sommes plus qu'à deux mois de l'élection présidentielle du 3 novembre.

Le candidat démocrate Joseph Biden a prononcé un discours de vingt minutes dans lequel il a appelé à l'unité, déclarant : « Cette campagne ne consiste pas seulement à gagner des votes. Il s'agit de gagner le cœur, et, oui, l'âme de l'Amérique. Gagner pour les généreux parmi nous, pas pour les égoïstes. Gagner pour les travailleurs qui font vivre ce pays, pas seulement pour les quelques privilégiés au sommet. Gagner pour ces communautés qui ont connu l'injustice du "genou sur le cou". Pour tous les jeunes qui n'ont connu qu'une Amérique aux inégalités croissantes et aux opportunités en baisse. Ils méritent de vivre pleinement la promesse de l'Amérique. »

«Anarchistes violents, agitateurs et criminels»

La Convention républicaine a mis en évidence des orateurs noirs et des femmes qui ont décrit Donald Trump comme chaleureux et gentil ; ni raciste ni sexiste, mais attentionné. Trump, qui a parlé pendant plus d'une heure, a déclaré : « Cette élection décidera si nous sauvons le rêve américain ou si nous permettons à un agenda socialiste de démolir notre destinée chérie. Il décidera si nous créons rapidement des millions d'emplois bien rémunérés ou si nous écrivons nos industries et envoyons des millions de ces emplois à l'étranger, comme cela a été bêtement fait pendant de nombreuses décennies. Votre vote décidera si nous protégeons les Américains respectueux des lois ou si nous laissons libre cours aux anarchistes violents, aux agitateurs

et aux criminels qui menacent nos citoyens. Et cette élection décidera si nous défendrons le mode de vie américain ou si nous permettons à un mouvement radical de le démanteler complètement et de le détruire. »

Nombreuses crises

Biden indique clairement dans chaque discours qu'il est un modéré opposé au « démantèlement de la police » (remise en cause des budgets de la police) ou à la création d'un système de santé à payeur unique (un système universel dans lequel les principales dépenses de santé seraient couvertes par un payeur public unique – NDT), tandis que Trump soutient que Biden est un « cheval de Troie » de la gauche du Parti démocrate composée de socialistes.

Les campagnes post-convention commencent au milieu d'une série de crises. La pandémie de coronavirus se poursuit avec six millions de cas et 185 000 morts. La crise économique connexe a produit 30 millions de chômeurs. Et la violence policière raciste contre les hommes noirs se poursuit comme toujours. Le 23 août, à Kenosha, dans le Wisconsin, un policier blanc qui tentait d'arrêter Jacob Blake, un homme noir, lui a tiré sept coups de feu dans le dos, quatre l'ont touché et l'ont laissé paralysé.

Parallèlement, il y a une augmentation des affrontements armés autour



WIKIMEDIA COMMONS

des manifestations antiracistes. À Kenosha, un garçon de 17 ans, Kyle Rittenhouse, membre d'une milice armée de droite, a tiré et tué deux manifestants et en a blessé un troisième. Le 29 août à Portland, dans l'Oregon, où les manifestations antiracistes se poursuivaient depuis 93 jours, des dizaines de camions arborant des drapeaux américains et des pancartes pro-Trump et transportant des partisans de Trump se sont rendus en ville pour harceler les manifestants antiracistes. Un homme, membre de l'organisation de droite « Patriot Prayer », a été abattu par un inconnu.

Grève des sportifs

Tout cela contribue à une atmosphère d'insécurité et d'incertitude autour de l'élection à venir. Les sondages montrent que Biden mène devant

Trump (47% contre 40%) et qu'il pourrait même remporter plus de 50% des voix, mais cela pourrait ne pas suffire pour gagner le vote du collège électoral. Trump a fait valoir que les bulletins de vote par correspondance – déjà utilisés dans de nombreux États mais élargis en raison de la pandémie – conduiraient à la fraude. Il a également suggéré que l'armée ou la police soient envoyées pour surveiller les bureaux de vote. Trump a aussi déclaré qu'il n'accepterait peut-être pas les résultats des élections. Il y a donc des discussions sur ce qu'il faudrait faire s'il perd mais refuse de le reconnaître et de quitter ses fonctions.

La chose la plus reconfortante au milieu de tout cela a été le mouvement des joueurs professionnels de basket-ball, de base-ball et de football, qui se sont mis en grève pour soutenir les manifestations antiracistes. Doc Rivers, l'entraîneur noir des Los Angeles Clippers, a déclaré aux médias : « Nous avons été pendus. Nous avons été abattus... C'est incroyable que nous continuions à aimer ce pays, et que ce pays ne nous aime pas en retour ». Peut-être que la grève des joueurs incitera d'autres travailleurs à riposter face à la crise.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

1 – L'élection présidentielle US est une élection au suffrage universel indirect. Les citoyens élisent 538 grands électeurs dont la couleur politique peut ne pas refléter exactement le vote des citoyens (NDT).

BOLIVIE Gouvernement putschiste et raciste : dehors !

La pandémie du Covid-19 permettra-t-elle au gouvernement d'extrême droite, issu du coup d'État de novembre 2019, de rester en place ? Ou d'invalider la candidature du Movimiento Al Socialismo (MAS), afin que l'élection présidentielle se passe entre « gens de bonne compagnie » ?

La justice du gouvernement « intérimaire » accuse Evo Morales d'inciter au blocage des routes pour protester contre le nouveau report de l'élection présidentielle (fixée initialement au 6 septembre) au 18 octobre 2020. Evo Morales et quatre autres responsables – dont Luis Arce, candidat présidentiel du MAS – sont donc accusés de « génocide, terrorisme, sédition, délits contre le service de santé » (rien de moins !). « Cette accusation est un rideau de fumée pour masquer l'incompétence du gouvernement et l'insatisfaction du peuple qui ne le supporte plus et demande le départ de cette équipe », analyse un militant du MAS, cité dans *Courrier international* (11 août 2020).

«Jusqu'à la démission de la présidente Jeanine Áñez»

Les blocages se sont déroulés depuis le 3 août pour demander des élections le plus tôt possible, et non le 18 octobre. Le report des élections était « justifié » par la quarantaine liée au coronavirus (qui dure depuis plus de quatre mois), le pays dénombrait plus de 90 000 malades et 4 000 décès.

Les blocages ne sont pas le fait des seuls partisans du MAS. En effet, y participent aussi des secteurs indigènes, critiques ou hostiles au MAS, liés au vieux dirigeant aymara Felipe



La wiphala, drapeau des peuples autochtones des Andes. DR

Quispe : « Lors de l'assemblée de El Alto, on a opté pour continuer le blocus des routes. Alors, nous, comme base, nous allons le faire de manière disciplinée jusqu'à la démission de la présidente Jeanine Áñez. C'est la pensée de tous les membres des communautés parce que nous ne pouvons pas y retourner les mains vides » (*La Razón*, 15 août 2020).

Des barrages ont été délogés par la police ou par des groupes paramilitaires (liés à l'oligarchie blanche, notamment celle de la province de Santa Cruz, issue en partie de l'émigration nazie allemande et fasciste croate, après la Seconde Guerre mondiale). Candidat à la vice-présidence, Marco Pumari

(ex-président du Comité civique de Potosí) appelle ouvertement à la répression : « Qu'attendent les autorités pour déclarer l'état de siège dans le pays ? Et qu'une fois pour toutes l'armée et la police prennent le contrôle ? » (*Courrier international*, 11 août 2020).

«La Bolivie pour le Christ»

Pour mémoire, au-delà des critiques possibles à la gestion gouvernementale d'Evo Morales, le visage des auteurs du coup d'État est plus inquiétant, comme l'indiquait Daniel Süri dans le numéro 359 de *solidaritéS* : « Les forces qui ont contraint Evo Morales à la démission ne se battent pas pour plus de démocratie, moins

d'inégalités sociales, moins de racisme et de sexisme. Elles brandissent la Bible dans une main et assassinent de l'autre. Patriarcales, elles s'en sont prises à la mairesse de la ville de Vinto, Patricia Arce, peinturlurée en rouge, tondu, puis exhibée pieds nus dans les rues de la ville. Elles s'appuient sur leurs convictions chrétiennes pour mieux fustiger les chols, terme raciste désignant les indigènes, qu'elles aimeraient voir relégués dans les montagnes. »

Deux exemples significatifs : le drapeau indigène, la wiphala, a été brûlé par les putschistes ; Jeanine Áñez est entrée dans le Palais présidentiel en brandissant une immense Bible, pendant que ses comparses clamaient : « La Bolivie pour le Christ, Pachamama n'entrera plus jamais dans ce palais ! »

Une élection présidentielle incertaine

Selon de récents sondages, la présidente « intérimaire » n'arrive qu'en troisième position des intentions de vote, loin derrière Luis Arce (MAS) et Carlos Mesa, représentant de la droite classique et prédécesseur d'Evo Morales à la présidence.

Les divisions de la droite inquiètent de nombreux ennemis du MAS, qui veulent « empêcher que les jeux dangereux entre les anciens adversaires d'Evo Morales – qui hésitent à céder une position face à une autre formation et ne sont pas capables de former un front uni contre "l'ennemi public numéro un", comme l'ancien président a été qualifié par un journaliste de *La Paz* – ne finissent par provoquer le résultat le plus terrifiant pour les couches supérieures de la société : le "retour du MAS" » (Fernando Molina).

Hans-Peter Renk

Article paru dans le n° 373 de *solidaritéS* (Suisse).

LIBAN Le système politique néolibéral et confessionnel en question

Le 4 août, une nouvelle tragédie a frappé le Liban. Une explosion d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du pays a fait plus de 180 morts (libanais, syriens et autres nationalités), plus de 7000 blessés et 300 000 sans-abris. C'est tout le système politique néolibéral et confessionnel qui est mis en cause.

Les dégâts matériels se chiffrent, eux, en milliards de dollars – une estimation de 15 milliards a été avancée par les autorités. Ce drame vient s'ajouter à une situation socio-économique déjà catastrophique après l'éruption de la crise économique en octobre 2019 et les effets de la pandémie de Covid-19. La proportion des Libanais vivant sous le seuil de pauvreté a dépassé les 50% après la crise du Covid-19, tandis que le taux de chômage atteint les 35%. Les sources de ce nouveau drame au Liban sont à rechercher dans le système politique néolibéral et confessionnel et la domination exercée par les différentes fractions des classes dominantes qui le composent. Tous les partis politiques dominants ont nié avoir eu connaissance de la présence de nitrate d'ammonium dans le hangar du port qui a causé l'explosion mortelle du 4 août 2020. Cependant, toute la structure du port, sa gestion ainsi que l'inspection des douanes, qui gère le port conjointement avec l'autorité portuaire de Beyrouth, sont dans les mains de personnalités affiliées aux acteurs dominants du système politique libanais.

«Soutien» contre austérité

Un grand nombre de chefs d'État ont officiellement apporté leur soutien à la population libanaise. Mais comme dans toute crise, les États et institutions monétaires internationales saisissent ces moments comme des



opportunités pour promouvoir et approfondir les dynamiques néolibérales, telle l'extension de l'économie de marché à divers secteurs jusqu'ici étatisés. Emmanuel Macron, lors de sa visite très médiatique de quelques heures au Liban après la tragédie a appelé à des «réformes», de concert avec la directrice du FMI, Kristalina Georgieva.

Leur mise en œuvre a été érigée en condition préalable à tout déblocage d'aides financières aussi bien par le FMI – que le Liban a officiellement sollicité en mai – que par l'ensemble de ses soutiens internationaux, notamment les participants à la conférence de Paris d'avril 2018 qui ont réservé plus de 11 milliards de dollars en prêts et dons pour le Liban. En échange de ces milliards de dollars, le gouvernement libanais doit s'engager à développer les partenariats public-privé, à réduire le

niveau de la dette et à promulguer des mesures d'austérité.

Solidarité et contestation populaires

À la suite du drame, une solidarité entre les classes populaires libanaises et étrangères (syriennes, palestiniennes et issues des pays d'Afrique subsaharienne) s'est manifestée, pour apporter de l'aide aux personnes qui ont subi la destruction de leur foyer ou encore pour déblayer les rues des débris.

Durant le week-end des 8 et 9 août, des manifestations massives ont eu lieu à Beyrouth pour exiger que les responsables de la tragédie en répondent devant la justice et renverser tous les partis au pouvoir sans exception.

La démission du Premier ministre Hassan Diab, le 10 août sous la pression populaire, n'a pas calmé

le mouvement de protestation qui continue à se mobiliser, même avec une intensité en baisse.

Le 14 août, les principales forces politiques libanaises au Parlement ont entériné l'état d'urgence, qui avait été décrété le 5 août. L'armée libanaise peut donc procéder à des arrestations sans avoir recours à la justice, limiter la liberté de la presse et des médias, interdire les rassemblements, etc. Mettre fin aux manifestations populaires est en effet une priorité pour les partis politiques dominants.

Une alternative à construire

La nomination d'un nouveau Premier ministre avalisé par toutes les forces politiques confessionnelles et bourgeoises se situe dans la perspective de maintenir le système tel quel et sans changement.

Les appels à un nouveau gouvernement d'union nationale rassemblant toutes les forces confessionnelles bourgeoises, comme l'a fait le président français Emmanuel Macron, contribuent au maintien du statu quo.

Les revendications du mouvement de protestation pour la justice sur l'explosion du 4 août viennent s'ajouter à celles soulevées depuis octobre 2019 pour la justice sociale et la redistribution des richesses du pays. Ces demandes ne peuvent être séparées de l'opposition au système politique confessionnel, qui protège les privilèges des élites économiques et politiques.

La construction d'une alternative politique de masse crédible et inclusive, non confessionnelle et sociale, défendant les intérêts de toutes les classes populaires, reste une nécessité.

Joseph Daher

BELGIQUE La police tue, le gouvernement camoufle

Il aura donc fallu attendre deux ans et demi pour que nous ayons connaissance de ces faits. Le 23 février 2018, Jozef Chovanec était arrêté à l'aéroport de Charleroi puis violenté dans sa cellule pendant que les policiers riaient et dansaient.

Nous avons tous été horrifiés par ces images et par le salut nazi d'une policière. Jozef est mort plus tard à l'hôpital. Si nous avons maintenant connaissance de ces faits, c'est uniquement parce que la famille de la victime les a rendus public via la presse. Depuis deux ans et demi, aucune sanction n'a été prononcée à l'égard des policiers, aucune arrestation et aucun procès. Pour une «bagarre» à Blankenberge c'était des condamnations unanimes du gouvernement, des arrestations et personnes emprisonnées, des mesures liberticides... Pour l'homicide de Jozef Chovanec : le silence!

Ils savaient et ils n'ont rien dit

Nous en sommes maintenant certains : le cabinet de Jan Jambon (alors ministre fédéral de l'Intérieur) avait été informé des faits en 2018. C'est d'ailleurs l'ambassadeur slovaque qui l'a informé directement. Il n'aura pas fallu attendre longtemps après la parution dans les médias pour que le numéro 2 de la police fédérale ainsi que le patron de la police aérienne démissionnent. Que savaient-ils? On se doute qu'au mieux des fautes ont été commises, au pire ils auraient contribué à étouffer l'affaire. Ce jeudi soir, nous apprenions que l'actuel commissaire général de la police fédérale était au courant dès 2018.

L'immunité policière organisée

Alors qu'ils avaient connaissance de ces faits au sein du gouvernement et de la police, qu'ont-ils fait? Rien!

Nous avons désormais l'illustration de la manière dont fonctionne la police. Cette institution n'est pas là pour garantir notre sécurité. Comment pourrait-elle le faire quand nous ne savons pas ce qu'elle fait, qu'elle ne connaît rien de nos vies et qu'elle ne rend jamais de comptes à la population? Cette immunité est organisée par la police elle-même (arrestations de journalistes, suppressions des vidéos/photos des téléphones, intimidations, lois volontairement floues permettant l'arrestation de n'importe qui sans raison particulière, faux témoignages...), par la justice (lenteur des procédures visant la police, suppressions ou omissions de preuves, rapports de médecins faux ou incomplets, peines très clémentes lorsqu'il y en a...) et par le gouvernement qui ferme les yeux et monopolise l'attention médiatique et politique pour une bagarre à la plage ou quelques magasins de luxe vandalisés après une manifestation Black Lives Matter. Ce n'est pas un problème d'individus comme la presse et le gouvernement Wilmès tentent de nous le faire croire. Il s'agit d'un problème politique et les agitations de De Crem [ministre fédéral de l'Intérieur] et Geens [ministre fédéral de la Justice], après que la presse a fait les gros titres, ne doivent pas nous enflammer. Leurs partis et tous les autres du gouvernement en affaires courantes étaient dans la majorité gouvernementale depuis 2014 avec la N-VA.

La riposte par la lutte

Nous avons été horrifiés par ce salut nazi mais l'hypocrisie d'un gouvernement qui s'offusque alors qu'il a nommé ministre de l'Intérieur un homme qui avait déclaré «comprendre les gens qui ont collaboré avec les allemands» et secrétaire d'État à l'Asile et la migration un autre qui entretient de bonnes relations avec un ancien nazi nous fait, bien sûr, douter de sa sincérité.

Il ne suffit plus de petites actions médiatiques ou de manifestations sans lendemain pour combattre ce système puissant. Il est pour l'instant impossible de savoir si ces abus ou homicides sont en augmentation mais les informations sur ces sujets sont de plus en plus nombreuses. Face à la répression, à la violence, aux homicides de la police notre force est celle de l'organisation. Il est temps de construire un réel mouvement de lutte contre la toute-puissance policière et son immunité.

Axel Farkas

Version intégrale sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/silence-la-police-tue-le-gouvernement-camoufle/>

CHINE Inondations et sécurité au travail

Il y a deux semaines, une fuite de gaz dans une usine chimique de Leshan, dans le Sichuan, a révélé une fois de plus à quel point de nombreuses installations de production en Chine sont vulnérables aux événements climatiques extrêmes.

La fuite s'est produite le 18 août, lorsque les dirigeants de la société Yongxiang Polysilicon Co. se sont empressés de suspendre la production et de couper l'électricité et l'eau en raison de graves inondations dans la région. Cette procédure peu sûre a entraîné l'émission d'un nuage toxique de chlorure d'hydrogène par l'usine. Un épais brouillard à l'odeur âcre s'est progressivement formé au-dessus de la ville, entraînant la panique des habitants. On a signalé de longues files de voitures alors que les gens tentaient de s'enfuir. Les autorités locales ont d'abord nié qu'il y ait eu une fuite de gaz, mais ont ensuite confirmé que l'usine chimique était coupable.

Normes laxistes

Étant donné que le risque d'inondation était bien connu plusieurs jours avant que les autorités du Sichuan n'élèvent au plus haut niveau le plan inondations, le matin du 18 août, la question doit être posée. Pourquoi les dirigeants de Yongxiang Polysilicon Co. n'ont-ils pas veillé à ce que la production soit arrêtée en toute sécurité avant que la menace d'inondation ne devienne imminente?



Les médias locaux ont rapporté que les normes de sécurité étaient laxistes et qu'un autre incident s'était produit dans la même installation le 13 juillet 2015, au cours duquel un vaste nuage de fumée a jailli d'une des tours de distillation à la suite d'un incendie. Le même jour que la fuite de gaz de Leshan, une grue à tour d'un chantier de construction dans le comté de Huidong, dans le Sichuan, s'est effondrée lors d'une forte pluie. Les enquêteurs ont déclaré que l'averse avait déclenché un glissement de terrain, qui a fait tomber la grue. Comme nous l'avons signalé en juin, il y a eu une série d'accidents impliquant des grues à tour cette année. La carte des accidents du

travail du *China Labour Bulletin* a enregistré au moins 28 incidents de ce type depuis janvier, contre seulement 13 accidents dans les mines de charbon, ce qui fait du grutier l'une des professions les plus à risque en Chine aujourd'hui.

Des morts par dizaines

La réduction des coûts et le manque d'entretien essentiel par les sociétés privées de location de grues qui dominent l'industrie ont pour conséquences des fissures, des boulons desserrés et des défaillances de joints, qui rendent les grues encore plus vulnérables aux vents violents et aux fortes pluies.

De nombreux accidents de travail tragiques auraient pu être évités si les travailleurs n'avaient pas été placés directement sur les lieux des dangers créés par les conditions météorologiques extrêmes. Par exemple, 11 ouvriers du bâtiment, qui effectuaient des opérations de dragage dans un canal à Shenzhen lors d'une tempête de pluie le 11 avril 2019, ont été tués suite à une crue brutale. La tempête a été soudaine, mais les ouvriers auraient dû avoir tout le temps nécessaire pour s'échapper si la sécurité avait été une priorité.

Et en mai 2016, 36 ouvriers du bâtiment ont été tués lorsque 100 000 mètres cubes de roche et de boue se sont écrasés contre un dortoir d'ouvriers et un immeuble de bureaux sur le site d'une extension de la centrale hydroélectrique de Chitan, dans le comté de Taining, au Fujian. Des pluies torrentielles avaient inondé la région pendant plusieurs jours auparavant, rendant le site dangereusement instable.

Besoin urgent de changement

Les lieux de travail mal construits constituent un autre risque majeur pour les travailleurEs en cas de conditions météorologiques extrêmes. En mai de l'année dernière, par exemple, un travailleur est mort et deux autres ont été blessés lorsque de fortes pluies et des vents violents ont détruit un bâtiment fragile d'une usine de traitement des eaux usées à Tianjin. L'absence de contrôle et d'application des règles de sécurité au travail dans des conditions normales d'exploitation est un problème systémique. Et face à des événements climatiques extrêmes, le fait que les employeurs continuent de privilégier les profits et la productivité au détriment du bien-être des travailleurEs et des communautés met en évidence ce manque de responsabilité et le besoin urgent de changement.

China Labour Bulletin, traduction À l'Encontre



C'ÉTAIT LA 12^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2020: PARI TENU!

C'est peu dire que jusqu'au bout, cette université d'été 2020 aura été pleine d'inconnues. Malgré tout, celle-ci s'est bel et bien tenue, sans rien perdre de ses temps politiques et de ses soirées conviviales, malgré la pression de la crise sanitaire...

Commençons d'abord cet article de bilan en présentant nos excuses à toutes celles et ceux que nous n'avons pas pu accueillir cette année, faute de place. Le nouveau développement de la pandémie au cœur de l'été ne nous a pas permis de relancer la campagne d'inscriptions gelée fin juillet, fermant la porte à au moins une centaine de demandes et nous interrogeant même sur la possible tenue de cette université d'été. Lieux de réunion ouverts et avec distanciation assurée, gel et masques omniprésents... c'est donc dans un climat assez particulier que plus de 500 participantEs sur l'ensemble de l'initiative se sont retrouvés au village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate.

Invitations à débattre

Si quelques défections ont eu lieu au vu de la situation sanitaire (mais pas seulement pour cette raison, tel Jean-Marc Rouillan « interdit » d'université d'été par la justice...), la très grande majorité des intervenantEs annoncés étaient bien présentEs. S'il reste bien entendu difficile de tirer un bilan exhaustif de ces interventions, signalons donc – en les remerciant une nouvelle fois – la présence dans des ateliers bien fréquentés d'Olivier Le Cour Grandmaison, Sophie Bérout, Paul Rocher, Clément Petitjean, Daniel Tanuro, Ludivine Bantigny, Éric Toussaint, Benjamin Bayart, Willy Gianizzani, Fanny Gallot, Gilles Martinet, Joseph Daher, Gérard Chaouat, Sandrine Caristan... pour des échanges en prise avec nos préoccupations militantes.

Au niveau des organisations représentées, soulignons d'abord la tenue des deux débats centraux à 17h. Dimanche, le premier a réuni 150 personnes autour de la question du programme d'urgence, et de comment le défendre, en présence de représentantEs nationaux : Aurélie Trouvé (Attac), Céline Verzeletti (CGT), Murielle Guilbert



VALENTIN

(Solidaires), Éric Coquerel (La France insoumise) et Matthieu Brabant (Ensemble!). Mardi, devant une grosse centaine de personnes, des membres de la direction de Lutte ouvrière et du NPA ont pu débattre de l'héritage du trotskisme, 80 ans après l'assassinat du révolutionnaire russe. Et dans les deux cas, la salle s'est aussi fait entendre! Soulignons aussi la participation d'une représentante de l'Union communiste libertaire lors d'un débat réunissant une centaine de personnes consacré à l'actualité de la Commune de Paris (dont on va fêter dans quelques mois le 150^e anniversaire), ainsi que des membres de l'Action antifasciste et la Jeune garde Lyon pour des ateliers autour de la lutte contre l'extrême droite. Enfin, la discussion avec des membres de la liste Bordeaux en luttés, dont bien évidemment notre camarade Philippe Poutou, a aussi fait le plein pour un échange ramassé dans la durée mais riche.

Interventions pour résister

D'autres invitéEs ont aussi fait souffler le vent de la révolte et des luttes à Port-Leucate. Parmi ceux-ci, remercions pour leur présence les différents représentantEs de

collectifs contre les violences policières – Almamy Kanouté (La vérité pour Adama), Fatou Dieng (sœur de Lamine) et Diané Bah (frère d'Ibrahima) – qui ont participé aux côtés de Raphaël Kempf et de Taha Bouhafs à une plénière, réunissant plus de 200 participantEs, contre le racisme et les violences policières (lire ci-contre).

De même, la prise de parole lors du meeting de Rachel Keke et Sylvie Kimissa, grévistes de l'hôtel Ibis Batignolles, accompagnées de Tiziri Kandi de la CGT-HPE, a contribué à mettre en avant une lutte qui dure depuis plus d'un an face au groupe Accor.

Enfin, lors de ce même meeting, Marielle, membre du Comité de soutien et de libération à Roland Veuillet, a montré l'injustice et l'acharnement contre Roland, notre camarade anticapitaliste Gilet jaune, en prison depuis plusieurs mois.

Dans nombre d'ateliers et lors du meeting autour d'Olivier Besancenot et de Christine Poupin se sont aussi fait entendre de nombreux militantEs ou sympathisantEs du NPA partie prenante des luttes de ces derniers mois ou en cours : dans la santé (hôpitaux et travail social), à la SNCF et à la RATP, dans l'aéronautique (chez Airbus

et dans la sous-traitance) et à Air France, dans les raffineries, dans l'Éducation nationale et les Finances publiques, dans le commerce (avec la mobilisation en cours contre le travail du dimanche à Biocoop), à l'inspection du travail...

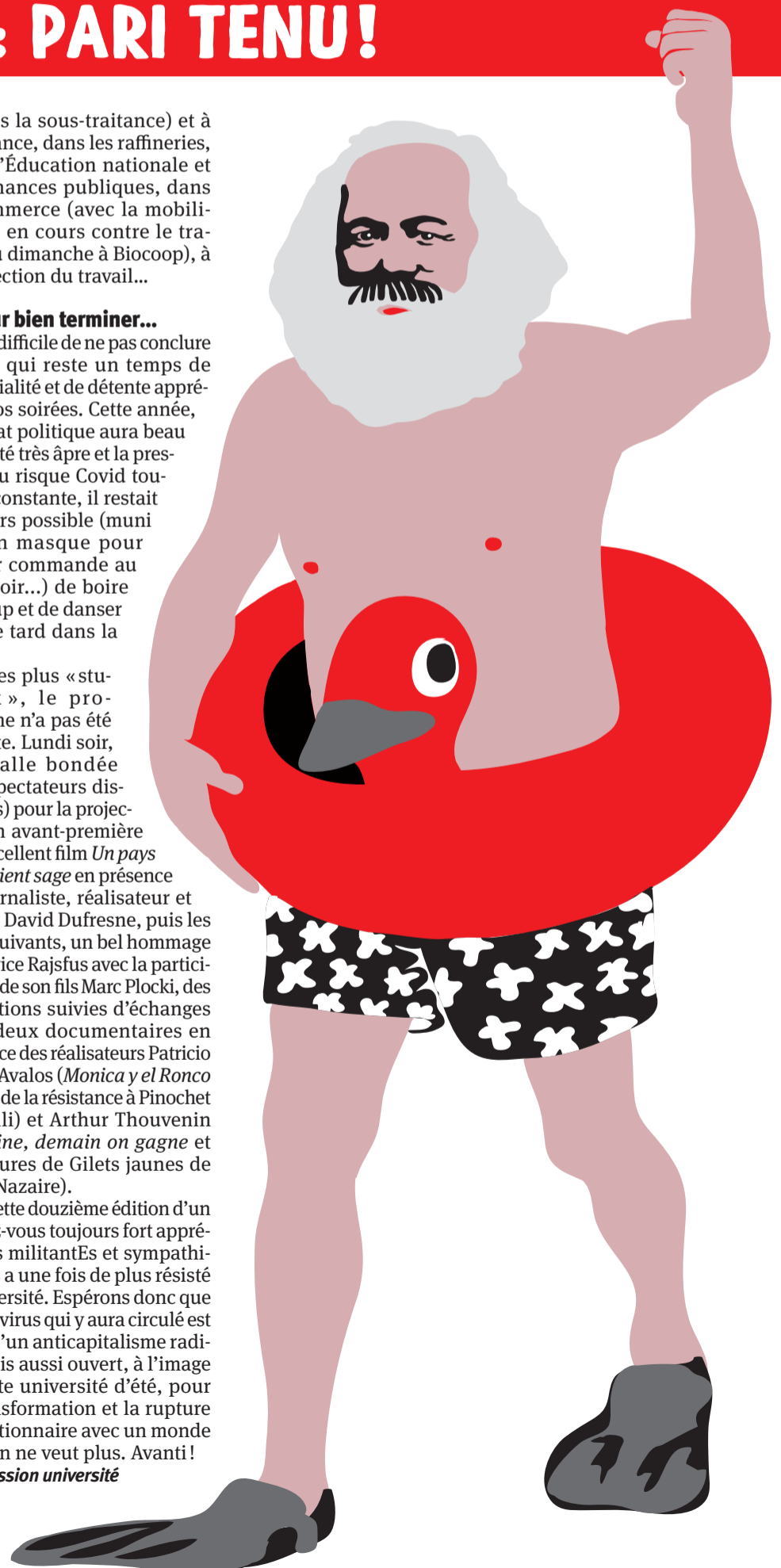
Et pour bien terminer...

Enfin, difficile de ne pas conclure sur ce qui reste un temps de convivialité et de détente apprécié : nos soirées. Cette année, le débat politique aura beau avoir été très âpre et la pression du risque Covid toujours constante, il restait toujours possible (muni de son masque pour passer commande au comptoir...) de boire un coup et de danser jusque tard dans la nuit.

Pour les plus « studieux », le programme n'a pas été en reste. Lundi soir, une salle bondée (250 spectateurs distancés) pour la projection en avant-première de l'excellent film *Un pays qui se tient sage* en présence du journaliste, réalisateur et auteur David Dufresne, puis les jours suivants, un bel hommage à Maurice Rajsfus avec la participation de son fils Marc Plocki, des projections suivies d'échanges pour deux documentaires en présence des réalisateurs Patricio Pardo Avalos (*Monica y el Ronco* autour de la résistance à Pinochet au Chili) et Arthur Thouvenin (*Imagine, demain on gagne* et ses figures de Gilets jaunes de Saint-Nazaire).

Bref, cette douzième édition d'un rendez-vous toujours fort apprécié des militantEs et sympathisantEs a une fois de plus résisté à l'adversité. Espérons donc que le seul virus qui y aura circulé est celui d'un anticapitalisme radical mais aussi ouvert, à l'image de cette université d'été, pour la transformation et la rupture révolutionnaire avec un monde dont on ne veut plus. Avanti!

Commission université d'été



RETOUR SUR LE MEETING DE RENTRÉE DU NPA



Cette année n'aura été semblable à aucune autre. Et c'est forts de notre expérience du confinement que nous avons essayé d'adapter cette année le format de notre meeting traditionnel. Sur le modèle de notre émission « L'Anticapitaliste », celui-ci était diffusé en direct en ligne pour l'ensemble de nos réseaux et suivis par plusieurs milliers de spectateurs malgré les conditions difficiles de son organisation (et la concurrence déloyale de l'UEFA).

se fera contre le capitalisme. Ce système doit être détruit avant qu'il ne nous détruise. Et même si les capitalistes ont aussi été, dans un premier temps, frappés par l'ampleur de cette épidémie, ils essaient aujourd'hui de nous en faire payer le prix. Cette épidémie a en effet précipité la crise du système et notamment la crise économique que nous connaissons actuellement. Les capitalistes de tous les pays, et en premier lieu les nôtres, ont décidé de faire payer les classes populaires. Licenciements, destruction du code du travail... Joël, technicien avion à Air France, est revenu avec nous sur l'ampleur des attaques que subissent aujourd'hui les salariéEs de l'aérien et de l'aéronautique.

Retour sur le mouvement des retraites

La mobilisation contre la « réforme » des retraites fut, il ne faut pas l'oublier, un moment central de cette année politique. La contre-réforme des retraites a été la première attaque globale du gouvernement Macron, qui a provoqué une réponse historique de notre camp social, à de nombreux points de vue. Anasse, cheminot au Bourget, est revenu sur l'expérience de cette grève dans les transports et notamment sur la tentative de coordination SNCF-RATP en région parisienne, dans le cadre d'un mouvement extrêmement déterminé mais malheureusement très dispersé et auquel il aura manqué l'implication du secteur privé.

Crise politique

Ce gouvernement est à l'offensive à tous points de vue. Son autoritarisme n'a fait que se confirmer dans cette dernière période. La répression et la violence, déjà depuis longtemps à l'œuvre dans les quartiers populaires, mais également subie de plein fouet par les Gilets jaunes l'année précédente, n'a fait que s'étendre et se renforcer. Elle s'abat contre tous ceux qui relèvent la tête ou s'opposent, que ce soit dans la jeunesse, à l'université ou au lycée, sur nos lieux de travail, public comme privé, dans nos quartiers, ou encore dans la rue, comme c'est le cas pour notre camarade incarcéré Roland Veuillet. Deux militantEs du collectif de soutien à Roland sont justement venus nous parler de l'acharnement judiciaire qu'il subit et de la situation insupportable dans laquelle il se trouve encore aujourd'hui. Nous exigeons sa libération immédiate et l'abandon de toutes les charges qui pèsent contre lui, mais également contre touTEs les militantEs du mouvement ouvrier qui subissent la répression de ce gouvernement.

Être à l'offensive

Olivier Besancenot concluait ce meeting, mais pas nos réflexions et nos perspectives pour la rentrée : Il va falloir se battre, lutter, faire grève, manifester... Voilà la seule rentrée que nous devons préparer ! Rachel et Sylvie, femmes de chambre en lutte à l'Ibis Batignolles depuis plus de 13 mois maintenant, nous l'ont rappelé avec force et dignité ! Elles sont en lutte contre

les cadences infernales, pour les salaires, contre le harcèlement et pour l'internalisation de la sous-traitance. Tiziri, militante à la CGT HPE (dans l'hôtellerie de luxe) soulignant également que ce secteur avait été particulièrement touché par la crise et les attaques contre le droit du travail. Ces luttes sont celles de toute notre classe. Pour l'emploi, contre la précarité, pour le partage du temps de travail, pour l'augmentation des salaires... Cette rentrée sera également celle où nous devons faire définitivement reculer ce gouvernement sur sa contre-réforme des retraites ! Pour gagner, il nous faudra être présentEs sur tous les fronts : féministe, écologique, antiraciste, au côté des Gilets jaunes, des migrants... et bien évidemment résister face aux attaques à venir contre nos droits sociaux. Les semaines et les mois qui vont venir vont être déterminants pour construire et renverser les rapports de forces entre les classes sociales. Au-delà, pour les anticapitalistes et les révolutionnaires, il s'agit d'articuler riposte unitaire et massive face à l'offensive de la bourgeoisie et défense de la perspective globale d'un renversement du système, seule issue face à la barbarie qui nous guette. Un programme de luttes, de résistances et de transformation révolutionnaire de la société qui nécessitera le développement d'un outil politique adapté, un parti anticapitaliste, révolutionnaire, large, utile à touTEs les oppriméEs et les exploitéEs !

Manon Boltansky

Crise sanitaire

Ce meeting ne pouvait pas vraiment commencer par autre chose qu'un bilan de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le système de santé public. Pauline, qui travaille au CHU de Toulouse, est évidemment revenue sur la période difficile que venaient de traverser les personnels hospitaliers face à la crise sanitaire, mais surtout sur la responsabilité que le gouvernement y porte. Leur entreprise de destruction de notre service public de santé ne date pas d'hier. Ce gouvernement comme les précédents porte la responsabilité de nos mortEs, eux qui ont organisé la pénurie de lits, de personnels, de matériel... La lutte du personnel hospitalier, propulsé en première ligne de cette crise, au côté d'autres métiers et secteurs « indispensables » au fonctionnement de notre société, n'a pas attendu le déconfinement pour revenir sur le devant de la scène politique.

Ciblés par le gouvernement et les médias comme les nouveaux

responsables du regain de l'épidémie (et pas du tout la gestion désastreuse de la crise et l'absence de financement), les jeunes se sont également retrouvés en première ligne ces derniers temps. Sur de nombreuses questions, autour des mobilisations internationales écologistes, féministes et plus récemment antiracistes, les jeunes se sont imposéEs. En effet, dès le début du déconfinement et autour de l'appel du Comité justice pour Adama, des dizaines de milliers de jeunes sont descenduEs dans la rue pour s'opposer aux violences policières et au racisme systémique de l'État français. Almamy Kanouté est ainsi revenu avec nous sur ces dernières semaines de mobilisations et sur ce mouvement, qui fait certes écho à celui encore en cours aux USA suite à la mort de Georges Floyd, mais connaît aussi des rythmes et des dynamiques plus spécifiques. Comme Selma du secteur jeunes du NPA nous l'a rappelé, les jeunes, scolarisés ou non, ont été au centre de nombreuses attaques dans cette

période, mais également des résistances ! Sur toutes les questions de société et au centre des mouvements de lutte internationaux comme c'est le cas sur les questions écologiques, mais également au centre de cette nouvelle vague de mobilisation féministe, sur laquelle nous sommes revenuEs avec Mimosa, membre de la commission d'intervention féministe du NPA.

Crise écologique et crise sociale

Notre porte-parole, Christine Poupin, est d'ailleurs revenue sur les origines de cette crise, pas uniquement sanitaire mais aussi conséquence de la crise écologique, et sur la responsabilité que portent les capitalistes dans l'épidémie et sa gestion politique. La destruction de l'environnement et de la diversité précipitée par le mode de production capitaliste a créé les conditions de cette épidémie. Les jeunes l'ont compris : vouloir sauver la planète

EN FINIR AVEC LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

Au forum central de l'université d'été, organisé mardi après-midi, plusieurs invitéEs, parmi lesquels les premierEs concernéEs, sont venus témoigner et débattre d'une question qui a dominé l'actualité dans le monde, aux USA en particulier après l'assassinat de George Floyd, et ici avec les fortes mobilisations notamment à l'appel du comité Adama Traoré.

À la tribune, Raphaël Kempf, avocat au Barreau de Paris, qui défend depuis plusieurs années des manifestantEs et activistes victimes de la répression d'État. Auteur de l'ouvrage *Ennemis d'État*, il montre comment les lois scélérates de 1893-1894 ont servi de matrice aux dérives sécuritaires actuelles. À ses côtés se trouvaient Taha Bouhafs, journaliste, vidéaste, militant au sein du comité Adama ; Fatou Dieng, sœur de Lamine, mort suite à un plaquage ventral dans un fourgon de police le 17 juin 2007 à Paris, et qui se bat avec sa famille au sein du comité Vérité et justice pour Lamine Dieng depuis treize ans pour obtenir justice ; Diané Bah, frère d'Ibrahima Bah, un jeune homme mort à la suite d'un accident provoqué par une voiture de police à Villiers-le-Bel le 6 octobre dernier, et pour lequel, comme pour les

autres, la police nie toute implication et cherche à criminaliser la victime ; enfin, Almamy Kanouté, acteur et membre du comité Adama, assassiné le 19 juillet 2016 dans la gendarmerie de Persan-Beaumont.

Un système d'impunité policière

Dans son intervention, Raphaël Kempf a souligné que toutes ces violences policières ne pouvaient s'exercer que sur la base légale que leur donnent les lois scélérates qui sont votées une à une, en particulier depuis l'application de l'état d'urgence en 2015. Une dérive autoritaire constante qui vise à donner plus de pouvoir aux forces de l'« ordre » et à l'État, aux procureurs, aux préfets et au ministère de l'Intérieur. En conséquence, la question de l'impunité de la police ne peut se comprendre que parce la justice l'y autorise

et que l'État qui fait voter ces lois l'y encourage. Le nouveau ministre de l'Intérieur l'a résumé brutalement : « C'est la police de la République, la gendarmerie, les forces légitimes d'intervention des forces de l'ordre qui font la loi dans notre pays » !

Les interventions des militantEs à la tribune ont été l'illustration graphique de cette collusion police/justice couverte par la loi. Ces familles qui se battent depuis des années pour réclamer justice sont confrontées aux mêmes obstacles : déni de mise en cause des policiers malgré les témoignages, faux témoignages, dissimulation de preuves, plainte classée sans suite, refus de livrer à la défense les pièces du dossier comme les bandes vidéo, ce qui contraint les familles et leurs défenseurs à de longues procédures juridiques et des contre-expertises coûteuses.



Mais leur pugnacité, leur détermination et la solidarité construite autour d'elles, et d'abord dans les quartiers, ont aujourd'hui redonné force au mouvement antiraciste où la jeunesse prend toute sa place. Des mobilisations qui font éclater au grand jour la véritable nature de ces violences policières. Elles sont le fruit d'une politique globale : un racisme d'État assumé qui traite depuis des décennies les habitantEs des quartiers populaires, héritiers de l'immigration comme des citoyenEs de seconde

zone. C'est, de fait, la continuité dans les quartiers populaires, et également dans les territoires d'outre-mer, des lois d'exception racistes infligées aux anciennes colonies, et aujourd'hui encore vis-à-vis des migrantEs.

La nécessité de lutter touTEs ensemble

Mais le racisme n'est pas le seul ressort de ce déchaînement de violences policières qui, comme l'a rappelé Raphaël Kempf, se sont étendues à tous les mouvements

sociaux, Gilets jaunes, mouvements syndicaux, écologistes... Le néolibéralisme et les ravages qu'il impose aux classes populaires ont besoin d'une répression policière pour terroriser la population, l'habituer à l'arbitraire et écraser toute velléité de révolte. La police apparaît pour ce qu'elle est : le bras armé de l'État pour défendre les intérêts capitalistes. C'est pourquoi l'insistance d'Almamy Kanouté et des autres militantEs à la tribune sur la nécessité de lutter touTEs ensemble est d'une importance cruciale. Les initiatives du comité Adama pour lier sa lutte à celles des Gilets jaunes et des mouvements écologistes montrent la voie pour une convergence et une alliance des luttes contre notre ennemi commun, le capitalisme. Une convergence d'autant plus cruciale que c'est justement le poison du racisme qui affaiblit les luttes de notre camp social. « Pas de justice, pas de paix ! » Un slogan qui a conclu ce forum où les interventions de la tribune et de la salle ont exprimé la nécessité de préparer ensemble les luttes à venir.

Josie Boucher

RÉPRESSION

Le 7 septembre à Nice, un nouveau procès de militantEs syndicaux



PHOTOHÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Solidarité avec Olivier, Delphine, Alec et Dany!

Le 9 mai 2019, lors d'une mobilisation syndicale unitaire de la fonction publique, des militants du syndicat de police Alliance se sont imposés dans une manifestation où ils n'étaient pas désirés, compte tenu de leur positionnement à l'extrême droite. Au début, les organisateurs leur ont interdit de déployer leur drapeau et de prendre la parole. Dès lors, ces policiers, qui n'étaient pas en service et donc sans brassard réglementaire, ont collé aux syndicalistes de Solidaires Étudiant-es et de la FSU, ne respectant pas ainsi l'ordre prévu par les organisations syndicales (la CGC auquel est affilié Alliance devant manifester en queue de cortège).

«Outrage, rébellion et violence»

La pression d'Alliance sur le cortège FSU a amené, brièvement, des militantEs FSU et Solidaires à lancer deux slogans : « Police partout, justice nulle part » et « Ils tirent au LBD, à bas les condés, ils tuent, ils blessent, à bas les CRS ». Discrètement, des policiers en service de la BAC se sont également rapprochés des militantEs.

À la fin de la manifestation, deux jeunes de Solidaires Étudiant-es, Dany et Alec, sont arrêtés par ces mêmes policiers de la BAC, qui ont interpellé ensuite Olivier, militant de la FSU, pour « outrage ». En réponse à une demande d'explication, Olivier a été violemment plaqué au sol avec clé d'étranglement et trois policiers sur son dos (plaquage ventral). Dans le fourgon, il a retrouvé Delphine qui avait essayé de lui venir en aide.

Durant les 24 h de garde à vue, il ont essayé de coller à Olivier des « menaces de mort » en disant que « À bas » venait du verbe abattre... Il est poursuivi pour « outrage, rébellion et violence ». Alec et Dany sont poursuivis pour « outrage », Delphine pour « violence ».

Suite à cette interpellation, Olivier a déposé plainte contre X pour « violences par personnes dépositaires de l'autorité », plainte qui a été classée. Aurait-il fallu qu'il décède sous le poids de trois policiers pour que celle-ci soit prise en compte ?

Cet épisode répressif illustre bien la volonté de répression et d'intimidation du gouvernement envers les militantEs syndicaux et politiques. Le 7 septembre, soyons nombreux à Nice pour soutenir nos camarades ! Rendez-vous à 13 h devant le Palais de Justice.

CorrespondantEs

ÉDUCATION NATIONALE

Rentrée Covid, rentrée explosive

Rien n'est prêt pour affronter la rentrée en dehors du plan de contre-réformes et de casse de l'éducation.

Blanquer et son ministère ont eu presque six mois, depuis le début du confinement, pour permettre à l'éducation nationale de fonctionner en temps de pandémie. Mais en cette rentrée, les enseignantEs et les parents d'élèves ne peuvent que constater qu'aucune mesure n'a été prise. Seul le maintien de l'austérité budgétaire a guidé leur action. Comme d'habitude leurs profits valent plus que la santé et que la vie des salariéEs et de leurs enfants.

Vous avez dit « protocole sanitaire » ?

Le protocole sanitaire dévoilé la veille de la rentrée n'en est pas un. Seul le port du masque est rendu obligatoire pour l'ensemble des enseignantEs et pour les élèves à compter du collège sans que les masques soient fournis aux élèves. En dehors de cette mesure, le protocole renonce à la distanciation physique, à la limitation du brassage des groupes, aucun test systématique n'est envisagé ni pour les personnels de l'éducation ni pour les élèves, le protocole de nettoyage est réduit au minimum avec seulement une désinfection par jour. Les consignes du lavage des mains quatre fois par jour pour les élèves est rendu impossible par la vétusté de nombreuses écoles, collèges et lycées, ne disposant pas de sanitaires en nombre suffisant. Ces mesures semblent pourtant essentielles pour limiter la propagation du virus et pouvoir contrôler sa circulation. Tout le monde aura bien compris que pour maintenir la distanciation physique, il faudra réduire le nombre d'élèves par classe et donc créer des postes, embaucher. C'est précisément ce à quoi se refusent Blanquer et le gouvernement : mettre de l'argent sur la table. Pourtant à l'échelle européenne,



WIKIMÉDIA COMMONS

de nombreux gouvernements ont été contraints d'adopter ces mesures élémentaires. En Italie, dans l'État espagnol, en Belgique, en Irlande... partout des moyens supplémentaires ont été débloqués pour embaucher des enseignantEs, construire des locaux supplémentaires.

Indispensables créations de postes

Le 31 mai, Blanquer déclarait que si le virus circulait toujours à la rentrée, il y aurait toujours la règle des groupes restreints. Encore une fois, il a menti. Covid ou pas, la rentrée s'annonce comme les précédentes avec son lot de classes surchargées, ses fermetures de classes, d'absences d'enseignantEs non remplacées. Le ministère a annoncé seulement 1 248 postes créés dans le premier degré, ce qui comble à peine les besoins pour l'objectif affiché de doubler les classes en CP et CE1 en éducation prioritaire et réduire les effectifs de classes de grande section. Rien n'est prévu dans le second degré où, au contraire, le ministère supprime 2 000 postes ETPT (équivalent temps plein

annuel travaillé) alors qu'il y aura 20 000 élèves supplémentaires à la rentrée. Le système était déjà au bord du craquement : dans le contexte de reprise de l'épidémie, la rentrée risque de voler en éclats. Le seul plan prévu semble être la re-fermeture des établissements en cas de cluster et peu importe les conséquences sur la santé des personnels et des élèves ou sur les apprentissages.

Blanquer veut « maintenir le cap »

Par contre, il y a un objectif que Blanquer ne perd pas de vue : « Maintenir le cap des réformes » ! Voilà ce qu'il a déclaré lors de sa conférence de presse de rentrée. Il revient à la charge sur sa volonté de transformer les directeurs d'école en supérieurs hiérarchiques des enseignantEs. Cette mesure présente dans la loi sur « l'école de la confiance » avait été repoussée par la mobilisation. Aujourd'hui, en profitant de la responsabilité qui a pesé sur les directeurEs d'école pendant la crise sanitaire, le gouvernement revient à la charge en instituant « une délégation d'autorité » aux directeurs et directrices d'écoles. Envers et contre tout, Blanquer maintient le cap sur la très contestée réforme du bac. Alors que dans près de 4 000 établissements les épreuves anticipées du baccalauréat ne se sont pas tenues suite à la mobilisation commune des lycéenEs et des enseignantEs, il

donne des injonctions pour que ces épreuves se déroulent en cette rentrée ! Comment ne pas constater qu'après la période de confinement et de fermeture des établissements scolaires, le passage d'examens est encore plus une hérésie qu'en janvier ! Il en va de même pour les évaluations pour les classes de CP et CE1 que le ministère compte maintenir. Dans sa conférence de rentrée, Blanquer annonçait aussi sa volonté de poursuivre la casse de l'éducation prioritaire.

Ils ne nous feront pas taire

Blanquer n'a pas oublié une autre de ses priorités : mettre les profs au pas et faire taire la contestation grandissante des personnels de ce secteur. Les enseignantEs de Melle, qui avaient osé se mobiliser contre la réforme du bac, se sont vu notifier la prolongation de leur suspension sans même la tenue d'une commission disciplinaire ! Mais la répression et l'autoritarisme ne parviendront pas à éteindre la colère qui gronde depuis de nombreux mois chez les personnels de l'éducation, qui refusent désormais de porter à bout de bras un système qui craque de toutes parts.

En cette rentrée, les raisons de la colère restent intactes : la réforme des retraites est toujours sur la table, les conditions de travail et d'enseignement ne cessent de se dégrader sous ce régime d'austérité budgétaire, d'autoritarisme, le mépris des mensonges du ministre de l'Éducation sur les revalorisations de salaires qui se cantonnent à des annonces de com sans jamais se concrétiser sur les fiches de paie... Certains établissements ont déjà fait le choix de se mettre en grève contre ces conditions de rentrée. La journée de grève interprofessionnelle appelée pour le 17 septembre sera l'occasion de regrouper et d'exprimer ces revendications. La coordination nationale de l'éducation est également à l'initiative d'un meeting contre la répression au travail qui se tiendra le 16 septembre en présence de salariéEs victimes de la répression patronale ou gouvernementale à l'image d'Anthony Smith de l'inspection du travail ou Alexandre El Gamal de la RATP.

Juliette Stein

EXTRÊME DROITE Menaces de mort contre notre camarade Anasse Kazib

Dimanche 30 août, notre camarade Anasse Kazib a été la cible d'une menace de mort sur le réseau social Twitter, proférée par un responsable départemental du Rassemblement national.

« Dans le #GrandRapatriement nous allons commencer par les lettres A et K. Le petit Anasse Kazib est prié de se présenter porte 12 dont la destination est une surprise », a écrit Thierry Veyrier au dessus d'une photo où on voit plusieurs personnes pendues. Devant les nombreuses réactions d'indignation suscitées par ce tweet haineux, le responsable du Rassemblement national dans le Val-de-Marne l'a effacé, mais cela n'enlève rien à la gravité de ses propos, si représentatifs



Dans le #GrandRapatriement nous allons commencer par les lettres A et K. Le petit @AnasseKazib est prié de se présenter porte 12 dont la destination est une surprise !



de la pensée profonde d'une extrême droite qui essaie pourtant de cacher ses velléités fascisantes derrière une apparence « dédramatisée ».

Une ligne est franchie

Anasse est un cheminot et un militant syndical reconnu dans la SNCF et en dehors, grâce à son rôle dans la mobilisation contre la réforme des retraites et à ses passages médiatiques. Il est également membre de la direction nationale du NPA. Il fait partie avec Assa Traoré, Danièle Obono, ou encore Taha Bouhafs, d'une génération de militants héritiers de l'immigration qui suscitent régulièrement les foudres de l'extrême droite. Ce n'est pas la première fois qu'il se fait attaquer, et les mêmes pseudo-journalistes

de Valeurs actuelles qui dépeignent aujourd'hui Danièle Obono en esclave, l'accusaient d'être un « islamiste » au moment du mouvement des retraites. Mais avec ce tweet contenant une menace de mort de la part d'un responsable politique du Rassemblement national, une ligne vient d'être franchie, même si le RN a annoncé, depuis, qu'il se séparait de ce cadre.

Le NPA tient à dénoncer ces menaces de mort racistes d'une extrême droite qui bénéficie toujours plus de la bienveillance de la classe politique et des grands médias, et appelle à entourer notre camarade Anasse Kazib de la plus grande solidarité face aux attaques et menaces racistes.

NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT ----- Épisode 6 : ITER, le stade ultime de la folie nucléaire

Comprendre leur « monde d'avant » pour construire notre « monde d'après » : état des lieux du nucléaire en France (série en sept épisodes).

pour l'humanité : « Grâce à la fusion, la France deviendra l'Arabie saoudite du 21^e siècle » (Raffarin, 2005).

Un délire mégalo

Le consortium de 35 pays chargé du réacteur ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) en construction depuis 2010 à Cadarache (Bouches-du-Rhône) nous explique : « La fusion consiste à reproduire dans une machine les réactions physiques qui se produisent au cœur du soleil et des étoiles. Dans cet espace, on va avoir une machine au cœur de laquelle on va allumer un petit soleil qui

Dans les années 1950, Eisenhower, président des USA, affirmait : « L'énergie nucléaire va fournir à l'humanité de l'énergie gratuite en quantité illimitée ». Aujourd'hui, les adorateurs de l'atome nous vendent une « nouvelle source d'énergie propre

ANTIRACISME 19 septembre-17 octobre : marche nationale des sans-papiers

À l'appel de 15 collectifs de Sans-Papiers, de la Marche des solidarités, des États généraux des migrations et de plus de 120 organisations, dont le NPA, des sans-papiers marcheront à partir du 19 septembre depuis les quatre coins du pays pour atteindre Paris lors d'une grande manifestation le samedi 17 octobre. Nous reproduisons ci-dessous l'appel à manifester, publié sur le blog Mediapart de la Marche des solidarités¹.

De toutes les villes, de tous les foyers et de tous les quartiers... on marche vers l'Élysée!

Acte 1. Le 30 mai, des milliers de sans-papiers et de soutiens ont bravé l'interdiction de manifester à Paris et dans plusieurs autres villes. Dans les jours et les semaines qui ont suivi, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières.

Acte 2. Le 20 juin des dizaines de milliers de sans-papiers et soutiens ont manifesté à Paris, Marseille, Lyon, Lille, Rennes, Montpellier, Strasbourg et dans de nombreuses autres villes.

Mais Macron n'a eu aucun mot pour les « premierEs de corvée », aucun mot pour les sans-papiers, exploités dans les pires des conditions ou perdant leur emploi sans chômage partiel, retenus dans les



CRA, vivant à la rue ou dans des hébergements souvent précaires et insalubres. Aucun mot pour les jeunes migrantEs isolés. Il n'a eu aucun mot contre le racisme, aucun mot pour les victimes des violences policières.

Nous disons qu'une société qui refuse l'égalité des droits aux prétextes de la nationalité, l'origine, la couleur de peau sera de plus en plus gangrenée par le racisme et les violences d'État.

Nous disons qu'une société qui accepte l'inégalité des droits, la surexploitation, la répression, l'enfermement, l'expulsion des sans-papiers au nom de la crise, sera désarmée face à toutes les attaques sociales.

Alors nous organisons l'Acte 3 des sans-papiers

En septembre des sans-papiers et des soutiens partiront de

Marseille, de Rennes, de Toulouse, de Lille, de Strasbourg, Montpellier, Bayonne, Grenoble, Le Havre... de tous nos quartiers, de toutes nos communes et traverseront le pays.

Ces marches convergeront le 17 octobre à Paris pour aller vers l'Élysée.

Parce qu'il s'agit de liberté et de solidarité, nous manifesterons le 17 octobre en hommage à toutes les victimes du colonialisme, du racisme et des violences de la police, en hommage à toutes les victimes des politiques anti-migratoires et des contrôles au faciès. Parce qu'il s'agit tout simplement d'égalité nous manifesterons pour imposer enfin la régularisation de touTEs les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention et le logement pour touTEs.

1 - <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog>

Conjugée aux neuf jours imposés en janvier dernier par la préfecture, ainsi qu'aux trois mois d'interruption liés au contexte sanitaire, cette nouvelle sanction des pouvoirs publics vient menacer la pérennité de l'établissement et, à travers elle, celle de la vie alternative de notre arrondissement.

Défendre les lieux de culture alternative

Depuis plusieurs années, l'ensemble des lieux de fête et d'échanges au sein desquels s'enracine la vie alternative de Ménilmontant est en effet l'objet d'une pression incessante et dévorante des pouvoirs publics. Le ballet continu des patrouilles de police, la multiplication des convocations des gérants concernés au commissariat et à la mairie, ainsi que les continuelles visites des agents de la préfecture en constituent l'expression paroxystique; les fermetures successives de la Miroiterie (2017), de la Féline (2018) et les progrès ininterrompus

PARIS 20^e Solidarité avec le bar antifasciste le Saint-Sauveur!

Après 15 ans d'existence et pour la seconde fois en six mois, le Saint-Sauveur, bastion de l'antifascisme parisien à Ménilmontant, a été de nouveau, fin août, la cible d'une fermeture administrative pour une durée de deux semaines.



FB SAINT-SAUVEUR

de la gentrification en sont le puissant révélateur. Or au-delà de la fête, dont ils sont indéniablement le support, ces lieux

de culture alternative incarnent également l'un des derniers espaces de liberté, d'activisme, de parole libre, de rencontres et d'échanges

politiques (antiracisme, antifascisme, luttes féministes, etc.) dont nous déplorons la disparition. À travers le sort réservé au Saint-Sauveur et, plus généralement, à l'ensemble de ces lieux, c'est ainsi toute une fabrique du commun, une histoire (celle de notre quartier populaire et engagé), ainsi qu'un tissu social résolument tourné vers la mixité qui se trouvent menacés. C'est, en définitive, une atteinte insupportable à notre vivre ensemble qui est ici portée.

Pour l'ensemble de ces motifs, le comité 20^e du NPA exprime sa plus sincère solidarité avec l'équipe du Saint-Sauveur.

NPA Paris 20^e

AUTOMOBILE Ford abandonne une autre usine à Blanquefort

Un an après la fermeture de l'usine de Blanquefort, Ford Aquitaine industries, Ford se retire totalement de l'autre usine encore installée près de Bordeaux.

La firme US vient en effet de dissoudre la entreprise formée avec l'équipementier canadien Magna, nommée Getrag Ford Transmissions (GFT). Celle-ci concerne trois sites de production de boîtes de vitesses en Europe, dont celui de Bordeaux. L'usine devient donc la propriété du seul patron canadien. La dissolution a été annoncée jeudi 28 août à l'occasion d'un CSE européen par les deux groupes qui se partageaient à égalité ces usines de boîtes de vitesses manuelles. Outre le partage des sites de production, le centre de recherche TIC est dissous et réparti entre Ford et Magna.



DR

800 emplois menacés

L'emploi de 800 salariés est en jeu. Le seul client de l'usine est toujours Ford, qui reste le donneur d'ordre. Il s'est, paraît-il, engagé à acheter les boîtes de vitesses produites en Gironde jusqu'en 2024. Mais on connaît les pratiques de Ford, habitué aux mensonges et aux promesses non tenues. La menace est bien là : celle d'une cessation des commandes de Ford et par là même des activités de l'usine.

Les syndicats s'inquiètent. Après cette annonce, « dire que l'on n'est pas inquiet serait mentir », selon un élu CFDT, « on ne connaît pas à 100% ce que Magna veut faire. On va prendre tous les renseignements possibles, on a beaucoup de travail ».

La CGT s'est, de son côté, affirmée « extrêmement inquiète, Ford lâche ses parts mais reste notre unique client ». Si Ford « nous lâche, c'est la fermeture assurée du site de Blanquefort, malgré tous les efforts et sacrifices que nous pourrions consentir », précise un communiqué des élus CGT. « Sachant que nos volumes chutent fin 2023, nous attendons donc de Magna de nouveaux projets et de nouveaux clients dès 2021 ». Diviser pour mieux attaquer : c'est la politique de Ford et du gouvernement. Pendant la longue lutte contre la fermeture du site de Blanquefort Ford Aquitaine Industrie, ils avaient ménagé l'autre usine pour essayer d'entraver une solidarité pourtant indispensable. Et un an après la fermeture de la première usine, ils ont les mains libres pour s'en prendre à la seconde. Aucune confiance dans leurs promesses!

Blog NPA Auto-critique

va générer de l'énergie pour produire de l'électricité». Dans cette cage magnétique (le tokamak), des électro-aimants refroidis à -270 °C emprisonnent un plasma (gaz radioactif) à une température de 150 millions °C. Pour ce monstre de 10 millions de pièces pesant plus de 400 000 tonnes, entouré de 40 bâtiments et deux usines de « cryogénération » et « détritiation », on a rasé 45 hectares de forêt domaniale et fait sauter à l'explosif 200 000 m³ de rocher. Le projet a déjà pris 10 ans de retard; son coût (20 milliards d'euros) dépasse désormais celui de l'EPR. Vu les problèmes techniques, il pourrait atteindre les 60 milliards... Le premier plasma est prévu en 2025... pour tester jusqu'en 2035 des matériaux résistant à ces températures: pas gagné! L'objectif pour 2050 est de produire 500 MW (le tiers de la puissance de l'EPR)... pendant

6 minutes: pas gagné non plus. Ensuite, un prototype pré-industriel devra prouver qu'on peut produire de l'électricité, avant de construire une centrale... on ne sait quand. Les prix Nobel de physique Pierre-Gilles de Gennes, Georges Charpak ou Masatoshi Koshiha n'y ont jamais cru: bilan énergétique désastreux, sans parler du bilan carbone. Alors que le soleil, le vrai, produit déjà.

Un GPII (grand projet inutile et imposé) mortifère à stopper

Les charlatans du nucléaire nous prennent pour des gogos. Dépités par les fiascos de l'EPR et du projet Astrid (réacteurs dits de 4^e génération), ils ont un nouveau joujou, très instable et dangereux: risques d'explosions, de secousses magnétiques (disruptions), avec dissémination de tritium (hydrogène

radioactif, très toxique)... Avant que le scandale n'éclate ou que les fonds publics se tarissent, ce projet délirant est un gaspillage éhonté d'argent, de temps et de matières premières au profit des multinationales capitalistes. Par son statut d'extraterritorialité, c'est aussi une « zone de non-droit du travail »: cotiser pour la retraite ou la sécu est facultatif... Oui, « Sortir du nucléaire en moins de 10 ans, c'est possible! » (brochure du NPA). L'organisation socialisée de la production au sein d'un monopole public de l'énergie, un vrai service public débarrassé du nucléaire, cogéré par les salariéEs et les usagerEs est la meilleure garantie pour développer de vraies solutions, réalistes celles-là: réduction de la consommation électrique, production et stockage d'énergies renouvelables... **Commission nationale écologie**



DR

Les Nôtres

DR

Janine Lasserre

Notre camarade Janine Lasserre est décédée le 16 août. Son engagement politique avait commencé dès le début des années 70 avec son adhésion à Toulouse à la Ligue communiste (devenue LCR ensuite), et s'était poursuivi tout au long de ces années. Infirmière à Marseille puis Montpellier, elle s'était aussi engagée dans le syndicalisme (permanente dans la CFDT) et dans le mouvement féministe (le MLAC et l'impulsion d'une commission féministe dans la CFDT).

De retour à Toulouse, infirmière en libéral, elle avait poursuivi son engagement politique à la LCR puis au NPA, consacrant l'essentiel de son militantisme au féminisme, tant à l'intérieur du NPA que dans le mouvement féministe. Elle se réjouissait du renouveau des mobilisations féministes avec le sentiment d'avoir passé le relais. « *Féministe anticapitaliste tant qu'il le faudra* » est le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre. Si, ces dernières années, la maladie l'avait contrainte à réduire ses engagements, nous étions toujours très émus et heureux de la retrouver souvent dans les manifestations.

Janine restera dans notre mémoire collective. Nous assurons nos camarades Jacques et ses filles Inès et Émilie de notre tendresse affectueuse.

Nouveau Parti anticapitaliste 31

L'Anticapitaliste la revue

Le n°117 est toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Musique**Ultimate Success Today, de Protomartyr**

1 CD, chez Domino Records.

On leur reprochera difficilement de penser qu'il est trop tard : ces quatre rockeurs vivant à Detroit ont probablement quelques longueurs d'avance sur nous quant à la désillusion induite par les ravages du chômage de masse et de la société du contrôle. Reportée pour cause de crise sanitaire, la sortie de leur 5^e album a coïncidé avec les manifestations mondiales contre les brutalités policières – un des sujets centraux du disque. Hasard troublant mais pas tant que cela, tant il nous arrive de constater que les artistes semblent de moins en moins coupés du monde dans lequel ils et elles vivent, et c'est tant mieux.

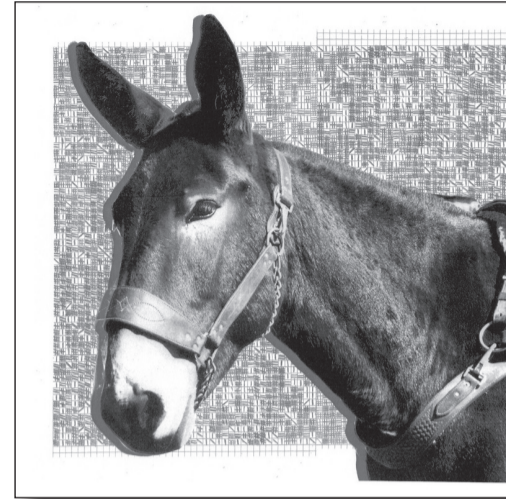
Lucidité désespérée

Musicalement nous ne sommes pas en présence de virtuoses démonstratifs. Le chant est souvent monocorde et crache les textes avec aridité (les quelques passages mélodiques se détachent de manière d'autant plus forte, comme dans la chanson « Bridge & crown ») ; la basse est à l'avenant. La singularité de ce groupe serait plutôt liée aux tournes rythmiques inventives et à la présence de guitares tranchantes, réverbérées comme dans une usine désaffectée, aux progressions harmoniques inventives. Mais surtout il faut reconnaître que, autant dans les notes que dans les mots, chez ce groupe qui cite Aristote la lucidité désespérée s'accompagne de la plus belle des poésies.

Les clips – à voir sans faute – sont souvent sous-titrés et la lecture des textes finit de nous enlever le doute que nous sommes là à bonne distance de l'insouciance d'un rock historiquement régressif et de ses histoires d'ados, taillées comme

telles depuis le commencement par l'industrie du divertissement musical. La vidéo du titre « Processed by the boys » a pour décor un plateau de télé grotesque qui nous met très mal à l'aise, où des policiers qui tentent de calmer une échauffourée entre des figurants le font à leur manière – démesurée – pendant que les animateurs tentent de faire diversion. Les gens ne peuvent vivre ensemble, mais the show must go on. On s'en alarmera et s'en amusera tout à la fois. Car dans ce post-punk au tempo ralenti, la rage revendicatrice et cathartique fait bien souvent place à une ironie distanciée.

Ce qui est formidable dans la musique rock, c'est qu'elle permet



encore aujourd'hui la découverte de groupes rares qui savent mêler l'intensité et l'épique à la mélancolie, à l'exemple du titre « The Aphorist ». De ce point de vue (et

même si les amateurEs du groupe The Fall ne manqueront pas de relever un cousinage certain avec ce dernier), on pourra ranger Protomartyr également aux côtés de Blonde Redhead. De temps à autres, une clarinette basse vient discrètement apporter une douceur réconfortante, tout comme cette voix féminine qui, en fin de disque, illumine en extrême cette noirceur somme toute maintenue à bonne dose. Ainsi, dans la lignée de son prédécesseur « Relatives in descent », il ne faudra pas craindre que l'écoute de ce disque nous

donne quelques idées noires, mais il le fera de la plus délicieuse manière...

Benjamin Croizy

Bande dessinée**Succès du 28^e festival de Martel (Lot)**

Le 28^e festival de la BD de Martel a été un important succès malgré les appréhensions des organisateurs, « Les fêlés de la BD », au regard de la crise sanitaire liée au Covid-19.

La planète BD au rendez-vous

Plus de 1400 visiteurEs ont en effet afflué sous la vieille halle de la ville médiévale du Lot le dimanche 23 août. De nombreux bénévoles se sont décarcassés pour l'organisation matérielle puis pour compter et filtrer les visiteurEs qui venaient arracher une vraie dédicace (pas un tampon) aux auteurEs présents.



Du soutien actif et important de bénévoles d'Angoulême à la visite solidaire d'organisateurEs de quelques prochains festival BD en Dordogne ou en Lozère, la planète BD était au rendez-vous. Mention spéciale à l'invité d'honneur de cette édition, Virginio Vona qui a livré une performance éblouissante en réalisant une œuvre de deux mètres sur deux en moins d'une heure dans la cour du château sous les vivats du public. Rendez-vous en juillet 2021 (3^e dimanche) dans le Lot pour le 29^e festival.

Sylvain Chardon

Internet**L'Anticapitaliste: et maintenant, le site!**

Cela fait plusieurs mois (années?) qu'on y réfléchit, et le moment est arrivé de lancer la version en ligne de L'Anticapitaliste.

Le confinement a accéléré les choses, car il a été l'occasion pour nous de réaliser l'émission, avec ses analyses et échos de l'actualité en vidéo, et parce que, dans cette période, l'hebd et le site du NPA ont été très liés.

Ancré dans l'actualité

Avec le nouveau site *L'Anticapitaliste*, il s'agit de livrer nos analyses en ligne, par des textes plus accrochés au quotidien que ne le permettent les articles de l'hebdomadaire et de la revue, par des vidéos. En effet, entre la rédaction d'un article pour l'hebd et l'arrivée du journal entre les mains des lectrices et lecteurs, il peut parfois s'écouler cinq ou six jours. Les articles du site seront des



réactions plus rapides à l'actualité, aux petits et grands événements de la lutte des classes, aux luttes locales ou sectorielles. Il sera découpé en plusieurs grandes thématiques : l'actualité nationale, l'international, la culture et les débats.

Besoin de contributeurEs!

Pour le lancement de ce nouveau média en ligne, nous aurons besoin de toutes les bonnes volontés dans

l'organisation, du travail des commissions, des militantEs dans les villes, de nos sympathisantEs, pour alimenter le site, à partir de notre implantation nationale et dans le monde du travail, mais aussi les liens internationaux du NPA, en particulier avec les sections de la 1^{re} Internationale. Ce nouveau site sera en particulier l'occasion de proposer à bien plus de monde qu'actuellement d'écrire, de raconter ses luttes et actions.

Comme actuellement, le site sera géré par « l'équipe site » (joignable en écrivant à equipe-site@npa2009.org), mais touTEs les camarades qui le souhaitent peuvent se proposer pour participer au travail !

Lifting pour le site du NPA

Le lancement du site *L'Anticapitaliste* sera aussi l'occasion de réaliser un sérieux lifting sur le site du NPA. Conçu avant l'ère du smartphone, mélangeant de fait un site de parti et d'actualité, il en avait besoin ! Le site du NPA sera donc recentré sur les prises de position politiques, les communiqués de presse, la vie du parti et des comités, le matériel, ce qui devrait permettre de s'y retrouver beaucoup plus facilement. Vous pouvez retrouver les versions de travail sur lanticapitaliste.npa2009.org et npa2020.npa2009.org en attendant le lancement à la fin du mois. Les critiques, constructives bien sûr, sont les bienvenues sur cette page : <http://npa2020.npa2009.org/form/commentaires-sur-le-site>.

Antoine Larrache

Paris Jazz Festival

Trois concerts gratuits à ne pas rater en septembre

Au Parc floral de Paris, route de la Pyramide.

En débutant le 18 août, le Paris Jazz Festival a pris ses quartiers d'été parisiens de façon décalée. L'édition 2020 poursuit néanmoins son exploration de la diversité des approches du jazz actuel en offrant en priorité de la visibilité au dynamisme de la nouvelle génération de musiciens et musiciennes qui déclouent le genre. La programmation est plus réduite du fait des contraintes sanitaires mais la qualité est au rendez-vous. Qu'on en juge !

Céline Bonacina

Dimanche 6 septembre 2020 à 16h. Céline Bonacina est une musicienne française de jazz qui joue du saxophone soprano, alto et baryton. Elle a enseigné le jazz de nombreuses années sur l'île de la Réunion et en a ramené un ton « créole ». Dans son cinquième et dernier album, *Fly Fly* (chez Cristal), elle a retrouvé ses fondamentaux, un jazz mélodique constamment porté par des rythmes vivifiants,



un perpétuel mouvement entre intériorité et énergie. Ses compositions et celles de son complice Ray Jennings (contrebasse) seront jouées en compagnie d'un invité de marque, le guitariste NGuyên Lê.

Sophie Alour

Dimanche 13 septembre 2020 à 16h. On ne présente plus la saxophoniste et clarinetiste Sophie Alour

qui trace sa route depuis plus de 15 ans. Elle se présentera avec la formation qui l'accompagne depuis sa création à Coutances (« Exils » renommé « Joy » pour la sortie en album). Aux confins du jazz et des musiques orientales, le groupe « fusionnel » s'envolera lorsque le saxophone de Sophie doublera l'oud de l'Égyptien Mohamed Abozékry pour les amener sur la

« Chaussée des géants ». Une aventure solaire qui devrait lui valoir un nouveau prix aux Victoires du Jazz 2020. Un événement à ne pas manquer.

Ray Lema

Dimanche 20 septembre à 16h. Ray Lema clôturera le festival du Parc floral en offrant au public la primeur de son nouveau projet dédié à Franco Luambo, père de la rumba congolaise. « Notre musique fonctionne comme un GPS. C'est tout le problème de ce continent, qui a subi un lavage de cerveau par rapport à nos origines. Ces jeunes rêvent d'aller quelque part mais ils ne savent plus d'où ils sont partis. C'est pourquoi il faut écouter Franco, dont la musique est plus que jamais d'actualité. » Ray Lema n'a de cesse de vouloir transmettre aux nouvelles générations tout le patrimoine qui a fait l'identité de son pays. Il sait concilier le savant et le populaire, l'écrit et l'improvisé, la mélodie, le symphonique et la world music, les rythmes et les harmonies. Il se présentera au parc avec un orchestre de neuf musiciens, il chantera et tiendra, bien évidemment, les claviers. Une sacrée clôturée.

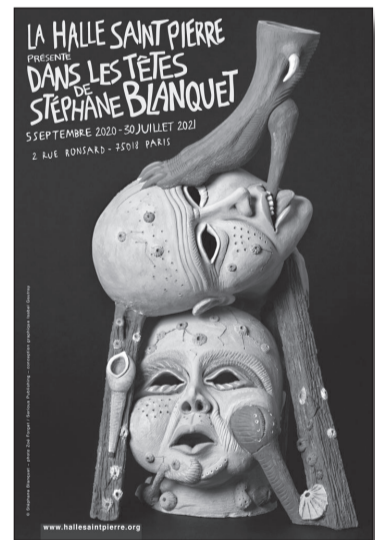
Sylvain Chardon

1 - Voir par exemple L'Anticapitaliste n°491.

Exposition

Dans les têtes de Stéphane Blanquet

Halle Saint-Pierre, du 5 septembre 2020 au 30 juillet 2021. Ouvert de 11h à 18h en semaine, de 11h à 19h le samedi et de midi à 18h le dimanche. 2, rue Ronsard, Paris 18^e.



mort, n'est pas désespérance sans issue. Blanquet fait la peau au refoulé, ressuscite la chair, les corps délivrés de la culpabilité et de la peur de mourir.

« C'est à l'intérieur de soi que ça se passe, à l'intérieur de moi que sont mes images, mon univers, mes univers. Une tête ne suffit pas à contenir toutes mes envies, il m'en faut toujours plus, comme à mon habitude, plus de tout, plus de couleurs, plus d'espace, et évidemment plus de têtes. Plus d'univers nécessite/apelle/exige/signifie plus de têtes. Dans les têtes de Stéphane Blanquet - dans mes têtes. »

Quand la sous-culture dépasse l'art

Les premières influences de Stéphane Blanquet sont à chercher du côté de la bande dessinée bon marché des années 1970, notamment des illustrés « érotiques » et d'horreur. L'auteur créera s'ailleurs une série nommée « Chacal Puant » dont le graphisme *la Monstrueuse* sera primé au festival BD d'Angoulême en 1996. Sa réputation acquise, il débordera largement le cadre graphique pour créer des installations de spectacle vivant, du cinéma d'animation, des costumes et des décors de théâtre, des

jouets, des poupées et autres objets atypiques. « La sous-culture est plus pernicieuse, plus virulente, plus vicieuse que l'art », a-t-il déclaré. La preuve en est donnée par la réception de son travail dans les plus grands : MAC Lyon, Singapore Art Museum, Museum of Fine Arts Boston...

C'est la troisième fois, après 2012 et 2016, que la Halle Saint-Pierre, haut lieu montmartrois de l'art brut et des formes hors norme de la création, présente l'univers de Stéphane Blanquet, et nous y serons encore plus nombreux et nombreuses. SC

Exposition

Même poursuivi le papillon jamais ne semble pressé (Cosey)

Galerie Barbier, 4 septembre - 3 octobre 2020. Du mardi au samedi de 14h à 19h30; 10 rue Choron, 75009 Paris, M° Notre-Dame-de-Lorette. Entrée libre.

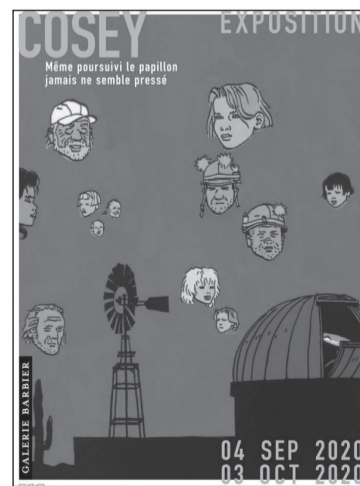
Le grand dessinateur suisse Cosey, président du festival BD d'Angoulême 2018, revient à Paris pour une exposition consacrée à ses romans graphiques (genre qu'il fut le premier à populariser).

Trait vibrant, aérien et coloré

Du Voyage en Italie (1988) à *Joyeux Noël, May* (1995) en passant par *Orchidée* (1990), une centaine de planches originales sont exposées sur un double niveau. Le vernissage aura lieu le jeudi 3 septembre et une dédicace est prévue le vendredi 4 septembre sur un tirage de luxe édité par la galerie qui contiendra également des originaux de *Saigon*

Hanoï (1992). L'occasion de retrouver des vétérans cassés de la guerre du Vietnam mais sublimés par le trait de Cosey.

Le dessin de Cosey se caractérise par un trait vibrant, aérien et coloré, qui explose les cases pour raconter avec le moins de mots possibles. Chaque phylactère « artisanal » est étudié pour renforcer le dessin, que ce soit en ville ou dans les grands espaces, souvent enneigés. Cosey travaille actuellement sur un 17^e et ultime album de sa série « Jonathan » pour clôturer la saga. L'auteur ne révèle aucun secret sur son travail mais il est probable qu'il nous emmènera une dernière



fois au Ladakh et au Tibet occupé où certains de ses personnages fétiches étaient restés, ce n'est pas une confidence de l'auteur mais une supposition du rédacteur. Il faudra s'armer de patience car la publication est prévue pour l'automne 2021. SC

Cinéma

The Perfect Candidate

Film saoudien de Haifaa Al Mansour, 1h45, sorti le 12 août.



En 2013, Haifaa Al Mansour avait réalisé ce qui est sans doute le premier long métrage saoudien, *Wadjda*, l'histoire d'une petite fille qui voulait faire du vélo. Elle a ensuite réalisé deux films aux États-Unis et présente cette année *The Perfect Candidate*.

Interdits et contraintes

Maryam est médecin dans un hôpital saoudien de province. Elle doit voyager mais, à l'aéroport, se voit refuser l'accès à l'avion car l'autorisation de son père n'est plus valable. De plus, la route d'accès à son hôpital est régulièrement inondée par une canalisation défectueuse, ce qui contraint personnels et patients à patauger dans la boue sans que le notable du coin s'en préoccupe. Elle décide donc de se présenter aux élections municipales.

Cela donne un film plein d'humour où différents épisodes évoquent les interdits et contraintes qui pèsent sur les femmes saoudiennes et les empêchent de donner toute leur mesure. Un patient de l'hôpital refuse d'être ausculté par Maryam et exige des infirmiers hommes moins compétents. Sa candidature n'est pas prise au sérieux, même par les femmes. Une prise de parole en public l'expose aux insultes des hommes...

Parallèlement est évoquée la situation des artistes (la mère de Maryam était chanteuse et son père est un musicien traditionnel), vilipendés par les intégristes. Au total, un film assez plaisant. Mais qui peut donner l'impression que presque tout serait désormais possible aux femmes saoudiennes s'il n'y avait les mentalités traditionnelles. À aucun moment (sauf une rapide allusion aux fraudes électorales), n'est évoqué le système institutionnel saoudien.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h - 20h,

mardi au samedi : 12h - 20h

